



LA LOI SUR LES HYDROCARBURES AU PROGRAMME DEMAIN

QUE DIRONT LES DÉPUTÉS ?

Page 3

SONELGAZ

**APPEL
À UNE GRÈVE
DE TROIS
JOURS**

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 3835 | Lundi 4 novembre 2019 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

UN HOMME TUE SA FEMME
ET SES ENFANTS

**CRIME
CRAPULEUX
À SÉTIF**

Page 24

LE MINISTÈRE DURCIT LE TON CONTRE LES MAGISTRATS

“C’EST UNE RÉBELLION”

Page 4



ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE

**LES CANDIDATS
APPELLENT À UNE FORTE
PARTICIPATION**

Page 3

PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**VERS
LA RÉVISION
DU STATUT**

Page 5



5

*narcotrafiquants
arrêtés dans les
wilayas d'Annaba,
Sétif
et Relizane.*

13

*chercheurs d'or
arrêtés dans les
wilayas de
Tamanrasset et
Tindouf.*

393

*millions usd d'ex-
portations hors
hydrocarbures à
Oran
en 2019.*

Tissemsilt accueille les 3^{es} journées d'arts plastiques

La troisième édition des journées d'arts plastiques s'est ouverte jeudi dernier à la maison de la culture Mouloud-Kacem-Nait-Belkacem de Tissemsilt sous le slogan : "La plume d'or". Initiée par l'établissement culturel à l'occasion de la célébration du 65^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, la manifestation enregistre la participation de plus de 20 artistes plasticiens et amateurs de plusieurs communes de la wilaya. Les artistes participant exposent des toiles mettant en exergue la lutte du peuple algérien durant la guerre de Libération, les traditions et coutumes de la société, des paysages et des sites naturels attrayants des régions du pays ainsi que des miniatures et des tableaux de calligraphie arabe. La première journée de la manifestation culturelle, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, a été marquée par une forte présence de jeunes. Parallèlement à ce rendez-vous culturel, des livres, des revues et magazines abordant l'histoire de la Guerre de libération



nationale ont été exposés, de même que des biographies de moudjahidines. En marge de la manifestation de 3 jours, 2 concours du meilleur tableau et du meilleur résumé d'un ouvrage ont été organisés au profit des adhérents aux ateliers d'arts plastiques et à la bibliothèque de la maison de la culture.

Les troupes de fanfare font le show à Chlef



La 2^e édition du Festival national des troupes de fanfare, ouverte jeudi à Chlef, a suscité un engouement sans pareil de la part de la population locale. En effet, un public des grands

jours a assisté aux différentes fanfares ayant rivalisé de performances dès la matinée au niveau de la place de la Solidarité au centre-ville, créant une ambiance festive très appréciée par les passants et les spectateurs de ce festival. Pour rappel c'est pour la deuxième (2^e) fois consécutive, que ce festival est abrité par la ville de Chlef. De nombreuses personnes approchées par l'APS au niveau de la place de la Solidarité, abritant la première phase de la compétition, avec la participation de 17 troupes de différentes régions du pays, n'ont pas manqué de saluer l'organisation de ce festival, "hautement symbolique et historique", ont-ils dit estimé. La compétition s'est clôturée samedi sur un gala artistique en l'honneur des délégations présentes et avec la distribution des prix aux lauréats. Une troupe de fanfare est un ensemble de musiciens en uniformes dont les instruments sont principalement faits de cuivre, accompagnés de tambours.

Ouverture du 2^e Salon algérien des langues et des séjours linguistiques

Plus de 35 écoles de langues dont 15 étrangères prennent part au 2^e Salon algérien des langues et des séjours linguistiques, ouvert samedi à Alger. Le salon s'adresse à toute personne "désirant perfectionner, apprendre et découvrir les langues étrangères ainsi que de nouvelles cultures", expliquent les organisateurs. Les écoles participant à cet événement, qui se tient deux jours durant au palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger, proposeront aux visiteurs leurs programmes et offres. Outre les stands d'exposition, le programme du salon organisé par l'agence d'événementiel et de promotion culturelle "Phoenix Agency", comporte "des tests de niveau et une vingtaine de conférences et ateliers thématiques sur, entre autres, la langue ukrainienne, le ton et la prononciation des lettres chinoises, les destinations dans le monde des séjours linguistiques et l'apprentissage des langues à l'ère du numérique", selon les explications de Fares Temmache, co-fondateur du salon. "L'idée de créer un salon algérien des langues est venue à partir du constat de l'existence de plus de 350 écoles de langues à Alger seulement. Donc nous avons pensé à regrou-



per dans un même espace un maximum d'établissements d'apprentissage de langues pour orienter les personnes désirant apprendre une langue et donner l'occasion aussi aux écoles nouvellement créées de présenter leurs offres et programmes", a indiqué M. Temmache.

D
I
L
I
T

SABRI BOUKADOUM

"La souffrance du peuple algérien et sa lutte acharnée, par tous les moyens légitimes, pour le recouvrement de la souveraineté nationale sont une source d'inspiration et de motivation renouvelable pour la diplomatie nationale, avant et après l'Indépendance."

Un enfant de 8 ans pêche un requin de... 314 kg

Agé à peine de 8 ans, un petit garçon originaire d'Australie est parvenu à pêcher un énorme requin-tigre.

Son exploit est en attente d'une confirmation officielle. Jayden Millauro et son père se trouvaient au large de la Nouvelle-Galles-du-Sud, à 160 kilomètres au sud de Sydney, lorsqu'ils ont aperçu le gros poisson. Le jeune garçon, qui avait appris à pêcher à l'âge de 18 mois, a réussi à l'attraper avec une ligne de pêche de 15 kg. Mais son père et lui n'ont pris conscience de l'ampleur de leurs prises qu'à leur retour au port.

Il coupe son doigt après avoir été mordu par un... serpent

Paniqué après avoir été mordu au doigt par un serpent, un fermier de l'est de la Chine a pris son courage à deux mains pour le sectionner, dans l'espoir de ne pas laisser le venin se propager. Il s'est rendu à l'hôpital de Hangzhou, situé à 80 km de chez lui, en oubliant d'apporter le doigt... coupé. Les médecins n'ont donc pas pu l'opérer. Pis encore, ils ont expliqué au fermier que son geste était inutile, le serpent l'ayant mordu étant moins venimeux que ce qu'il pensait.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DU 12 DÉCEMBRE

Les candidats appellent à une "forte participation"

Les candidats, dont les dossiers ont été acceptés pour l'élection présidentielle prévue le 12 décembre, ont appelé le peuple algérien à "participer massivement" en vue de faire aboutir cette échéance électorale.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le candidat du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, a appelé, lors d'une conférence de presse, les Algériens et les jeunes en particulier à "une forte participation" à cette présidentielle, exprimant ses remerciements à ceux qui l'ont soutenu.

Mihoubi a réaffirmé son engagement à veiller à "défendre les valeurs algériennes" dans son programme électoral qu'il a qualifié de "réaliste" tout en s'abstenant de donner des promesses irréalisables "lors de sa campagne électorale durant laquelle il sera proche des citoyens", a-t-il dit.

Pour sa part, le candidat du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina s'est engagé à "rester fidèle au message du 1^{er} Novembre et aux slogans du hirk", promettant qu'il sera "le Président des pauvres, des marginalisés et des investisseurs empêchés d'investir en Algérie mais aussi le Président de toutes les régions du pays sans exclusive".

Il a expliqué, en outre, que son programme électoral "focalise sur le capital humain à travers la formation et l'enseignement, ainsi que les entreprises créatrices de richesses, tout en soutenant les secteurs essentiels à la croissance, à l'instar de l'agriculture, de l'industrie, du tourisme, ainsi que l'amélioration du climat d'investissement".

De son côté, le candidat du parti Talaie El Houriyet, Ali Benflis, a formé le vœu de voir "la présidentielle se dérouler dans la



quiétude", appelant le peuple algérien "à aller aux urnes pour choisir le candidat qu'il estime apte à prendre les rênes du pays". Estimant que "l'élection est à même de garantir une transition vers un nouveau système politique", Benflis a souligné "avoir assumé sa responsabilité" en se portant candidat au prochain scrutin avec un programme d'urgence nationale englobant tous les volets politique, économique et social. A ce propos, il a proposé "l'ouverture d'un large débat avec l'ensemble de la classe politique en vue de parvenir à un consensus dans le cadre de la Constitution pour établir un régime semi-présidentiel". Le candidat du Front Al-Moustakbal, Abdelaziz Belaid, a souhaité que la prochaine présidentielle soit "en

faveur de l'Algérie et de son peuple et constitue une fête nationale pour l'Algérie". Il a exhorté, également, les jeunes algériens à "participer, massivement, à cette élection qui constitue la seule solution pour sortir de la crise", affirmant que le nouveau Président "est appelé à semer espoir et entente parmi les enfants de l'Algérie tout en œuvrant à les unir". De son côté, le candidat indépendant et ancien Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, prévoit une participation "très acceptable" des Algériens à la prochaine présidentielle, estimant que seule cette élection pourrait "permettre au pays de faire face aux menaces qui le guettent". Il a indiqué que son programme électoral qui

solutions radicales permettant une transition vers une nouvelle République, commençant par la Constitution jusqu'au secteur de la Défense nationale", rassurant qu'il œuvrera à "remettre le flambeau aux jeunes pour leur permettre d'assurer des postes de responsabilité".

C. A.

REGALÉ PAR L'ANIE Sahli introduit un recours

Belkacem Sahli, secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), a déposé, hier, un recours auprès du Conseil constitutionnel.

Belkacem Sahli, qui s'était vanté du nombre de parrainage collectés lors du dépôt de son dossier auprès de l'Anie, a eu samedi la mauvaise nouvelle du rejet de sa candidature.

Quoiqu'il dispose de 48 heures, soit jusqu'à demain, le SG de l'ANR s'est hâté de faire valoir son droit en suivant la voie de recours dictée par la nouvelle loi électorale. Selon nos informations, d'autres candidats non retenus déposeront également des recours.

Evoquant les postulants dont les dossiers ont été rejetés par l'Anie, le Secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a indiqué, dans un communiqué, qu'il avait reçu avec "consternation" le rejet de son dossier, affirmant qu'il déposerait un recours auprès du Conseil constitutionnel. Il s'est également, refusé à tout commentaire concernant la liste annoncée par l'Anie, et ce "jusqu'à l'annonce finale de la décision du Conseil constitutionnel dans un délai ne dépassant pas 7 jours".

LOI SUR LES HYDROCARBURES À l'APN ce mardi

Le projet de loi sur les hydrocarbures sera au menu de l'Assemblée populaire nationale (APN) demain mardi. Lors d'une séance plénière les députés vont devoir débattre d'un projet de loi qui fait couler beaucoup d'encre. En effet ce projet de loi en question a été fortement critiqué par des experts et des partis politiques. Des Algériens l'ont aussi clairement rejetée. Rappelons, à ce propos, qu'un grand rassemblement s'est tenu il y a une quinzaine de jours devant l'APN durant lequel les manifestants ont dit "non" à cette loi très controversée. Cette opposition a aussi été manifeste lors des manifestations du vendredi et ce depuis l'adoption du projet en question par le Conseil des ministres et son dépôt à l'APN où il a été examiné par les membres de la commission permanente spécialisée. Durant les débats les députés ont plutôt apprécié le contenu. En sera-t-il de même demain lors de la séance plénière ? Ou les députés vont-ils adopter une autre attitude ?

R. N.

R. N.

VALIDATION DES CINQ CANDIDATURES

Place au verdict du Conseil constitutionnel

PAR RAYAN NASSIM

Après l'annonce par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) de la liste des cinq (5) candidats à la présidentielle du 12 décembre prochain, le Conseil constitutionnel devra valider la liste définitive des candidats dans un délai de sept (7) jours à partir de la date de transmission de la dernière décision.

En vertu de l'article 141, l'Anie transmet au Conseil constitutionnel ses décisions relatives aux candidatures accompagnées des dossiers des candidats dans un délai n'excédant pas 24 heures à compter de la date de l'annonce de ses décisions. Le Conseil constitutionnel devra valider, par décision, la liste définitive des candidats à l'élection du président de la République, y compris les recours, dans un délai de 7 jours à partir de la date de transmission de la dernière décision de l'Anie. Il publiera également cette liste au *Journal officiel*.

En vertu du même article, l'Anie est appelée à "statuer sur la validité des candidatures à la présidence de la République par décision dûment motivée dans un délai de sept (7) jours, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. la décision de l'Anie est immédiatement notifiée à l'intéressé".

"En cas de rejet, le concerné peut éventuellement introduire un recours auprès du

Conseil Constitutionnel, et ce, dans les 48 heures qui suivent l'heure de la notification", selon le même article.

Une fois la liste définitive publiée au *Journal officiel*, le retrait du candidat n'est pas accepté. Selon l'article 144, "le retrait du candidat n'est ni accepté ni pris en compte après la validation des candidatures par le Conseil constitutionnel, sauf en cas d'empêchement grave légalement constaté par le Conseil constitutionnel ou en cas de décès de l'intéressé. Un nouveau délai est ouvert pour le dépôt d'une nouvelle candidature qui ne peut excéder le mois précédant la date du scrutin".

En cas "de décès ou d'empêchement grave d'un candidat, après la validation de la liste des candidats par le Conseil constitutionnel et sa publication au *Journal officiel*, la date du scrutin est reportée pour une durée maximale de quinze (15) jours", prévoit le même article.

Les candidats à la présidentielle se préparent à entrer en compétition, notamment avec le lancement officiel de campagne électorale prévue le 17 novembre en cours, en vertu de l'article 173 de la loi organique relative au régime électoral qui stipule : "la campagne électorale est déclarée ouverte vingt-cinq jours avant la date du scrutin. Elle s'achève trois jours avant la date du scrutin".

"Lorsqu'un deuxième tour du scrutin est

organisé, la campagne électorale des candidats au deuxième tour est ouverte douze (12) jours avant la date du scrutin et s'achève deux (2) jours avant la date du scrutin", ajoute le même article.

Le président de l'Anie, Mohamed Charfi, avait annoncé samedi, l'élaboration d'une "charte d'éthique des pratiques électorales qui sera signée par l'Anie, les candidats et la presse avant le début de la campagne électorale. Il avait annoncé également la présentation, la semaine prochaine, d'un exposé détaillé" sur le fichier électoral national.

L'Anie avait annoncé que "cinq (5) dossiers de candidats à l'élection présidentielle du 12 décembre ont été acceptés", précisant qu'il s'agissait du secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, du président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, de l'ancien Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune, du président du parti Talaie El Houriyet, Ali Benflis, et du président du Front Al-Moustakbal, Abdelaziz Belaid.

Ces cinq candidats remplissent toutes les conditions requises pour la candidature à la présidence de la République sur les 23 dossiers de postulants déposés.

GRÈVE DES MAGISTRATS

Le ministère parle de "rébellion et de désobéissance"

Entamée depuis dimanche 27 octobre, soit 8 jours déjà, la grève des magistrats est en train de prendre une autre tournure dangereuse.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le bras de fer entre le syndicat des magistrats et le ministère de la Justice a pris en effet un nouveau virage hier

UNION AFRICAINE

Installation officielle de la commission de tamazight

La commission de tamazight a été officiellement installée au siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, à l'instar de celle de l'arabe et de l'amharique, indique le Haut Commissariat à l'amazighité (HCA) dans un communiqué. Une délégation d'enseignants universitaires spécialisés en langue et culture amazighes, conduite par le secrétaire général du HCA, Si El-Hachemi Assad, a pris part aux travaux de l'atelier opérationnel et de planification pour l'établissement des commissions de langues transfrontalières véhiculaires arabe, tamazight et amharique sous l'égide de l'Académie africaines des langues (Acalan), qui s'est tenu à Addis-Abeba du 29 au 31 octobre 2019. "Cette prouesse est l'aboutissement de la démarche et des efforts consentis par le secrétaire général du HCA et ce depuis sa rencontre avec le secrétaire exécutif de l'Acalan le docteur Lang Fafa Dampha en marge de la troisième session ordinaire du comité technique spécialisé sur la jeunesse, la culture et les sports tenue à Alger, en octobre 2018", précise la même source. Le rapport de la délégation algérienne a été "approuvé à l'unanimité avec des éloges du collège des académiciens de l'Acalan qui considèrent que la commission tamazight traduit hautement l'esprit de l'Acalan en tant que structure de travail, à l'instar des 19 autres structures qui travaillent en coordination avec les structures nationales de langues servant de points focaux nationaux dans les États africains", ajoute le communiqué. La commission de tamazight, composée de 10 sièges, a élu le professeur Youssef Nacib comme coordinateur représentant l'Algérie, et le docteur Abdesslam Boumisser, secrétaire représentant le Maroc. Les participants ont proposé également d'élire comme siège de la commission de tamazight à l'université africaine située à Adrar représentant la grande région saharienne du Gourara et du Touat, note la même source, précisant que "ce choix d'Adrar s'explique par la conjugaison de plusieurs facteurs favorisant, et du fait que cette région se trouve à la rencontre de deux zones amazighophones, le Maghreb et le Sahel qui sont deux sous régions africaines importantes".

R. N.

lorsque l'un des représentants du département de Belgacem Zeghmati a, évoquant ce mouvement de protestation inédit, clairement indiqué qu'il s'agit d'"une rébellion et d'une désobéissance". Hier encore, et à la cour de justice d'Oran, des forces de l'ordre, appartenant au corps de la gendarmerie, sont directement intervenus à l'intérieur de l'enceinte judiciaire pour évacuer les magistrats frondeurs qui sont en grève.

Ainsi, après avoir menacé de sévir contre ceux parmi les magistrats qui refuseraient d'obtempérer à ses décisions, le ministère de la Justice a haussé le ton.

Par la voix de son directeur général des affaires judiciaires et juridiques, Abdelhafid Djerir, qui s'exprimait hier matin à l'émission *L'Invité de la rédaction* de chaîne 3 de la Radio algérienne, il a, en effet, considéré que leur mouvement ne s'apparente nullement à une grève. "Nous sommes, dit-il, dans la rébellion, dans la désobéissance", ajoutant ne pas comprendre que des juges "garants du respect des lois de la République agissent de la sorte". M. Djerir annonce cependant que le dialogue "reste ouvert", ajoutant que la chancellerie est prête à examiner tous les recours formulés par les magistrats s'estimant lésés. Il déclare en outre comprendre "la détresse" dans laquelle ont été placés les magistrats, tout comme la justice de leurs revendications socioprofessionnelles. En "commun accord", poursuit-il, des solutions seront trouvées entre eux et le ministère. Celui-ci n'en estime pas moins que ces revendications ne sont

pas précises, ajoutant que lors des discussions avec le Syndicat de la magistrature, avaient été mis en avant, autant les aspects salariaux, les conditions de travail que les "questions qui fâchent".

Pointant le mouvement d'humeur des magistrats, il rappelle qu'il est d'usage que le ministère opère un mouvement ordinaire des juges, signalant au passage que durant l'année en cours, ce dernier a reçu 1.297 demandes de mutation.

Déclarant divulguer "un secret", le représentant du ministère de la Justice observe que beaucoup de "magistrats ayant formulé une demande voulaient être mutés dans des villes du nord du pays".

Le SNM s'engage à garantir le service minimum

Le Syndicat national des magistrats (SNM) s'est engagé dimanche à "assurer le service minimum garanti en application des décisions de son Conseil national, et partant du souci des magistrats grévistes d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis du citoyen et de la société et d'éviter les situations de détention arbitraire", indique le syndicat dans une note explicative. Ainsi, les magistrats auront à "prononcer tous les verdicts relatifs aux affaires en examen de détenus, statuer en matière de libertés en première présentation, tant en comparution immédiate que par réquisitoires introductifs, trancher sur toutes les demandes relatives à la détention conditionnée par des délais légaux, statuer sur les affaires de référé d'heure à heure, et trancher sur les demandes de prolongation de la

garde à vue et d'interdiction de quitter le territoire national", précise la même.

Les magistrats grévistes devront, également, "statuer sur les demandes d'extension de la compétence et les mandats de perquisition, la délivrance des permis d'inhumation, la délivrance des permis de communiquer avec les détenus et d'assurer la permanence au niveau des juridictions et de s'acquitter de toutes les tâches y afférentes", ajoute la note.

Le ministère de la Justice avait affirmé, dans un communiqué au sujet de la grève des magistrats, "être ouvert à toute initiative dans le cadre du dialogue sérieux, respectant l'indépendance des institutions, les droits du magistrat, les intérêts des justiciables et l'intérêt suprême de la société". Le ministère avait annoncé "la programmation d'une deuxième session ordinaire du Conseil supérieur de la Magistrature (CSM) au cours de la troisième semaine du mois de novembre pour examiner les recours introduits au sujet du mouvement annuel des magistrats", appelant "l'ensemble des magistrats, qui s'estiment lésés à introduire leurs recours qui seront tranchés dans le cadre des dispositions de l'article 19 de la loi relative à la composition du Conseil supérieur de la magistrature, ses actions et ses prérogatives".

L. B.

COUR D'ORAN

Les gendarmes interviennent contre les magistrats

Des éléments anti-émeutes de la Gendarmerie nationale ont fait irruption hier dimanche à l'intérieur de la cour d'Oran sur demande du procureur de la République, faisant usage de force pour évacuer les magistrats qui refuseraient de libérer leurs bureaux suite au dernier mouvement opéré par le ministère de la Justice. Des vidéos, relayées sur les réseaux sociaux, montrent des éléments anti-émeutes à l'intérieur même des salles d'audience, usant de la force pour faire sortir des procureurs et juges de la cour d'Oran et libérer les lieux pour les nouveaux nominés. La Gendarmerie nationale a d'abord encerclé, tôt ce matin, la nouvelle cour. Des véhicules de types 4X4 étaient stationnés autour de son enceinte avant de faire irruption et forcer les bureaux de plusieurs juges ayant refusé leur mutation.

R. N.

LIMOGEAGE DU SG ET DU DG DES RESSOURCES HUMAINES

Le ministère de la Justice dément

Le ministère de la Justice a démenti, dimanche, dans un communiqué, l'information relayée par un journal électronique selon laquelle le chef de l'État aurait mis fin aux fonctions du Secrétaire général (SG) du ministère de la Justice et

du Directeur général (DG) des Ressources humaines, affirmant que cette information "est infondée".

"Le magistrat, à l'origine de cette information, est mû par des intentions malveillantes. Avec une telle attitude contraire aux

règles élémentaires de déontologie, il tente de semer le doute chez ses collègues, en adoptant un comportement indigne d'un magistrat", conclut le communiqué.

R. N.

SONELGAZ

Appel à une grève de trois jours

Dans un communiqué publié hier dimanche, le Syndicat national autonome des travailleurs de Sonelgaz (Snateg), appelle tous les travailleurs du groupe à observer une grève générale pendant trois jours, les 5, 6 et 7 novembre, "pour la dignité et pour soutenir le peuple dans ses revendications pour les libertés dont les travailleurs de Sonelgaz sont privés." "Le départ de Bouteflika avait suscité chez les travailleurs du groupe l'espoir d'un changement et de départ des corrompus, à leur tête Achour Telli, président du syndi-

cat de la direction. Mais la direction et toute l'institution en ont décidé autrement. Non seulement rien n'a changé, mais notre situation sociale continue à se dégrader. Il y a une semaine, nos collègues de la direction de Bologhine ont été victimes d'agressions et d'arrestations arbitraires sans aucune réaction de la direction pour protéger les travailleurs", accuse le syndicat dans son communiqué.

En conséquence, le Snateg réclame "le départ d'Achour Telli, la création de caisses indépendantes des œuvres sociales au

niveau de chaque société, le règlement de la question de la mutuelle et l'augmentation des salaires et des diverses primes."

"Soutenons le hirak et entamons la campagne de changement au sein du groupe Sonelgaz à partir du 5 novembre 2019. Restons unis pour ne pas rater cette opportunité en prenant exemple sur les magistrats et les autres corporations qui se sont soulevées contre la hogra et l'arbitraire", ajoute le syndicat.

R. N.

PERSONNEL DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Vers la révision du Statut

Le ministre de l'Éducation nationale Abdelhakim Belabed a affirmé, samedi à Alger, qu'il soumettra prochainement au gouvernement la question du traitement des carences contenues dans le Statut du secteur de l'Éducation nationale.

PAR ROSA CHAOUÏ

Répondant aux préoccupations soulevées par les membres de la commission des finances et du budget à l'Assemblée populaire nationale (APN), lors d'une réunion sur le projet de budget sectoriel pour l'exercice 2020, le ministre a indiqué "qu'il soumettra prochainement la question de traitement des carences contenues dans le Statut du personnel de l'Éducation au gouvernement", relevant que "la proposition la plus efficiente parmi les trois propositions débattues, ces dernières années avec les partenaires sociaux, sera retenue". Parmi les propositions enregistrées, le ministre a cité l'application des nouvelles catégories sur six grades, le traitement des carences chez 27 grades ou un changement aux grades à travers la mise en œuvre du décret présidentiel 266/14 du 28 septembre 2014 fixant la grille indiciaire des traitements et



le régime de rémunération des fonctionnaires. Au sujet des logements de fonction pour le personnel du secteur, M. Belabed a dit "je refuse catégoriquement l'expulsion de tout directeur d'établissement éducatif à la retraite de son logement de fonction si ce dernier ne dispose pas d'un logement privé". Par ailleurs, le ministre a présenté devant la commission des finances et du budget le projet de budget alloué à son secteur au titre de l'année prochaine, qualifiant ce budget de "considérable". Une hausse de 14,91 milliards DA a

été enregistrée par rapport aux affectations allouées au titre de l'exercice 2019. Le ministre a précisé que les "affectations allouées au secteur de l'Éducation au titre de l'exercice 2020 dans le cadre du budget de fonctionnement s'élèvent à plus de 724 milliards DA".

Selon les prévisions, les dépenses allouées aux personnels représentent 90,73 % dudit budget, tandis que 9,27 % des affectations sont destinés à la couverture des autres dépenses et au soutien à la scolarisation.

R. C.

CENTRE ANTI-CANCER D'ORAN

Le ministère dépêche une commission d'enquête

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a annoncé samedi à Oran qu'une commission sera dépêchée la semaine prochaine pour enquêter sur la situation du centre anti-cancer (CAC) Emir-Abdelkader" situé à El-Hassi dans la wilaya d'Oran. En visitant le service d'oncologie pédiatrique au CAC dans le cadre d'une visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné qu'une commission ministérielle sera dépêchée pour s'enquérir de visu de la situation de ce centre et faire un rapport sur la base duquel des mesures seront prises. "Nous avons entendu parler de problèmes dans cet établissement et nous avons jugé utile de lui rendre visite et écouter le personnel et les parents de malades pour comprendre la situation et décider de l'envoi d'une commission ministérielle la semaine prochain à Oran", a-t-il déclaré. Plusieurs agents paramédicaux se sont regroupés devant le service pour revendiquer l'amélioration des conditions de travail, faisant

savoir surtout que certaines tâches qu'ils accomplissent ne leur incombent pas comme celle de préparation des doses de traitement par chimiothérapie qui est du ressort de préparateurs pharmaceutiques. Ils ne sont pas "habilités et non formés dans ce genre de tâches nonobstant l'indisponibilité des moyens préventifs nécessaires", ont-ils déploré. Des parents se sont également rassemblés pour protester contre les conditions de traitement de leurs enfants et le manque de médicament. Le ministre, qui a rencontré des représentants des agents paramédicaux et des parents d'enfants malades en présence des responsables du secteur de la santé et du CAC, a affirmé qu'il "comprend leurs revendications et s'est engagé à les satisfaire". Dans ce sens, M. Miraoui a instruit le directeur de la santé et de la population de doter le centre, dans les brefs délais de préparateurs en pharmacie et permettre aux infirmiers et agents de reprendre leurs missions initiales comme premier pas avant d'étudier le reste des préoccupations sociales.

Des instructions ont été également données au DSP pour améliorer dans

de brefs délais les conditions d'accueil des accompagnateurs des malades (parents) au CAC qui enregistre une coupure d'eau depuis plus de 10 jours. Abordant la question du médicament et de la chimiothérapie, le ministre a affirmé que tous les médicaments sont disponibles au niveau de la pharmacie centrale des hôpitaux, déclarant "prodiguer le traitement aux malades qui est un droit constitutionnel".

Lors de sa visite dans la wilaya, le ministre a inspecté un nombre de projets et d'infrastructures relevant de son secteur, notamment le projet de réalisation d'un hôpital de 240 lits à Sidi-Chahmi et celui des grands brûlés, exprimant son insatisfaction quant à la lenteur de la cadence des travaux. A ce propos, il a insisté sur "l'accélération des travaux pour leur achèvement et par conséquent atténuer la tension sur les autres établissements sanitaires". Il a également visité l'établissement hospitalier universitaire 1^{er}-Novembre" et le CHU Dr-Benzerdjeb où il a inauguré un service d'urgences médico-chirurgicales pour enfants.

R. R.

LUTTE CONTRE LES DANGERS DES STUPÉFIANTS

2.504 actions organisées par la DGSN durant le 3^e trimestre 2019

L'intensification des campagnes de sensibilisation et de prévention à l'intention des jeunes est au cœur de la stratégie adoptée par la police dans le but de lutter efficacement contre le commerce illicite et la consommation de drogue. En effet, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) a organisé, au 3^e trimestre 2019, pas moins de 2.504 actions de sensibilisation au niveau national, sur les dangers de la consommation des stupéfiants et psychotropes, a indiqué un communiqué de cette instance. Le programme de ces campagnes de sensibilisation englobe plusieurs actions de proximité et manifestations, supervisées par des cadres et psychologues relevant de la Sécurité nationale, dans le domaine de l'animation pédagogique en vue de sensibiliser aux dangers et risques de la consommation des stupéfiants. Il s'agit également de 495 communications et cours de sensibilisation ainsi que de 315 caravanes de sensibilisation et portes ouvertes organisées au niveau des cités et agglomérations, des centres de formation professionnelle, des établissements d'éducation, des universités, des places publiques et des plages, a noté le communiqué. L'opération de prévention menée par la Sécurité nationale pour la sensibilisation aux risques d'usage de stupéfiants et de psychotropes a permis la programmation de 36 actions d'accompagnement et d'orientation au profit des toxicomanes au niveau national, et ce afin de "se rapprocher d'eux et de leur assurer un accompagnement socio-psychologique pour les aider à décrocher complètement". Ces actions de sensibilisation et d'informations sur les dangers des drogues en milieu scolaire sont basées sur l'échange et l'interactivité. Car, instaurer un débat et un échange d'opinion, est la meilleure manière d'attirer l'intention des jeunes, plutôt qu'un monologue moralisateur dont le message aurait du mal à passer. A l'aide d'images-chocs, de vidéos et de récits d'expériences vécues et authentiques, les animateurs amèneront les élèves à douter de ce qu'ils pensent savoir sur les drogues. Le but étant de créer un véritable électrochoc et de briser les idées reçues des jeunes sur les drogues aujourd'hui.

I. A.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

10 morts et 24 blessés en 24 heures

10 personnes ont trouvé la mort et 24 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus lors des dernières 24 heures à travers le territoire national, indique dimanche un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Bouira avec le décès de 3 personnes et des blessures causées à 4 autres suite à une collision entre un véhicule léger et un camion survenue sur la RN 8 dans la commune de Dirrah. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile de la wilaya d'El-Bayadh sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 3 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-bain à l'intérieur de leur habitation, à la cité Frères-Selaa dans la commune d'El-Bayadh. Les services de la Protection civile sont également intervenus à Mila suite à une explosion de gaz lors de travaux d'installation au niveau d'un immeuble situé à la cité 150-Logements dans la commune de Tadjenant, ayant causé des blessures à 2 personnes, traitées sur place puis transférées vers le centre de santé local. Les éléments de la Protection civile de la wilaya d'Aïn-Defla ont été également sollicités pour éteindre un incendie déclaré à l'intérieur d'une habitation à la cité El-Mostakbal dans la commune d'El-Attaf, où 5 personnes incommodées par la fumée ont été secourues sur place puis transportées rapidement vers l'hôpital local.

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIPASA
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES
MINIMALES N° 03/2019

Numéro d'identification fiscale : 099 442 019 000 725

La Direction de l'administration locale de la Wilaya de Tipasa lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences des capacités minimales pour :

ETUDE ET REALISATION D'UNE SALLE DE SPORT ET DE DIVERTISSEMENT AU PROFIT DES EMPLOYES DE LA WILAYA
REALISATION D'UNE SALLE DE SPORT ET DE DIVERTISSEMENT AU PROFIT DES EMPLOYES DE LA WILAYA

Les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres et disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle spécialité « Bâtiment » en activité principale catégorie *02* ou plus peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'administration locale de la Wilaya de Tipasa.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou par une personne dûment mandatée. Dans le cas d'un groupement, le cahier des charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné. La durée de préparation des offres est fixée au 22^{ème} jour, à compter de la date de la 1^{ère} parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le **B.O.M.O.P** jusqu'à **12 h 00**. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée au 22^{ème} jour, à compter de la date de la 1^{ère} parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le **B.O.M.O.P** jusqu'à **12 h 00**. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera reportée au jour ouvrable suivant jusqu'à **12 h 00**.

Les offres seront déposées à la Direction de l'administration locale de la Wilaya de Tipasa, cite administrative -Tipasa.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **dossier de candidature** », « **offre technique** » et « **offre financière** ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

A MONSIEUR LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION LOCALE DE LA WILAYA DE TIPASA

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 03/2019
ETUDE ET REALISATION D'UNE SALLE DE SPORT ET DE DIVERTISSEMENT AU PROFIT DES EMPLOYES DE LA WILAYA
REALISATION D'UNE SALLE DE SPORT ET DE DIVERTISSEMENT AU PROFIT DES EMPLOYES DE LA WILAYA

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

A. LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

- 1- Déclaration de candidature remplie, signée, cachetée et paraphée
- 2- Déclaration de probité remplie et signée et cachetée et paraphée
- 3- Statut éventuel de l'entreprise (EURL -SPA - SNC - SARL)
- 4- Attestation de bonne exécutions des projets similaires émanant des maîtres d'ouvrage étatique
- 5- Certificat de qualification et de classification professionnelle **Catégorie deux (02) ou plus en bâtiment comme activité principale**
- 6- Protocole d'accord dans le cas d'un groupement d'entreprises
- 7- Liste des moyens humains approuvés par les services de la CNAS
- 8- Attestation de mise à jour CNAS - CASNOS - CACOBATH
- 9- Liste des moyens matériels dûment justifiés par les cartes grises ou facture
- 10 -Capacités financières de l'entreprise, (justifiées par les bilans financiers des trois dernières années : 2015-2016-2017 dûment visés par les services des impôts)
- 11- Chiffre d'affaire des trois dernières années 2015-2016-2017 justifié par le C20 délivré par les services des impôts)
- 12- **Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les entreprises commerciales.**
13. **Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.**

B. L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

- 1- Déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et paraphée
- 2- Planning de réalisation qui doit contenir le délai de réalisation en chiffre et en lettre, signée, cachetée et paraphée
- 3- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » paraphée et remplie et signée et cachetée.

C. L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :

- 1- Lettre de soumission remplie et signée et cachetée et paraphée
- 2- Bordereau des prix unitaires signé et rempli et signé et cacheté et paraphé
- 3- Devis quantitatif et estimatif signé et rempli et signé et cacheté et paraphé
- 4- Mémoire technique explicative.

Les offres resteront valides pendant une période égale à la période de préparation des offres plus 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se fera le jour correspondant à la date de dépôt des offres à **14h 00** au siège de la **DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE DE TIPASA**, Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure **14h 00**.

N. B. : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité..

Midi libre n° 3835 - Lundi 4 novembre 2019 - Anep 191 6023 142

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE DAR EL BEIDA
COMMUNE DE BAB EZZOUAR
N° : 7019/SP/2019
AVIS D'INFRUCTUEUSITE
DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRE N° 07/2019

La présidente de l'assemblée populaire communale de Bab Ezzouar informe l'ensemble des soumissionnaires intéressés par l'avis d'appel d'offre nationale N° 07/2019 parue sur les quotidiens *Midi Libre* en date du 08/09/2019 et *Echourouk* en date du 08/09/2019 relatif au projet :

-Acquisition de matériel roulant au profit de la commune de BAB EZZOUAR

Lot N° 03 : Acquisition (01) camions capacités 2,5 tonnes

Lot N° 05 : Acquisition (01) ambulance d'évacuation

Lot N° 08 : Acquisition (02) Micro benne.

Lot N° 09 : Acquisition (02) Mini bus.

Lot N° 10 : Acquisition (01) véhicules de fonction pour P/APC.

Lot N° 11 : Acquisition (01) véhicules utilitaire pour l'environnement.

Que la commission d'ouverture et d'analyse des offres ayant siégé le 29/09/2019 a déclaré l'infructuosité pour les lots suivant :

Lot N° 10 : Acquisition (01) véhicules de fonction pour P/APC.

Lot N° 11 : Acquisition (01) véhicules utilitaire pour

Faute absence de soumissionnaires

Et la commission d'ouverture et d'analyse des offres ayant siégé le 21/09/2019 à déclaré l'infructuosité pour les lots suivants :

Lot N° 03 : Acquisition (01) camions capacités 2,5 tonnes

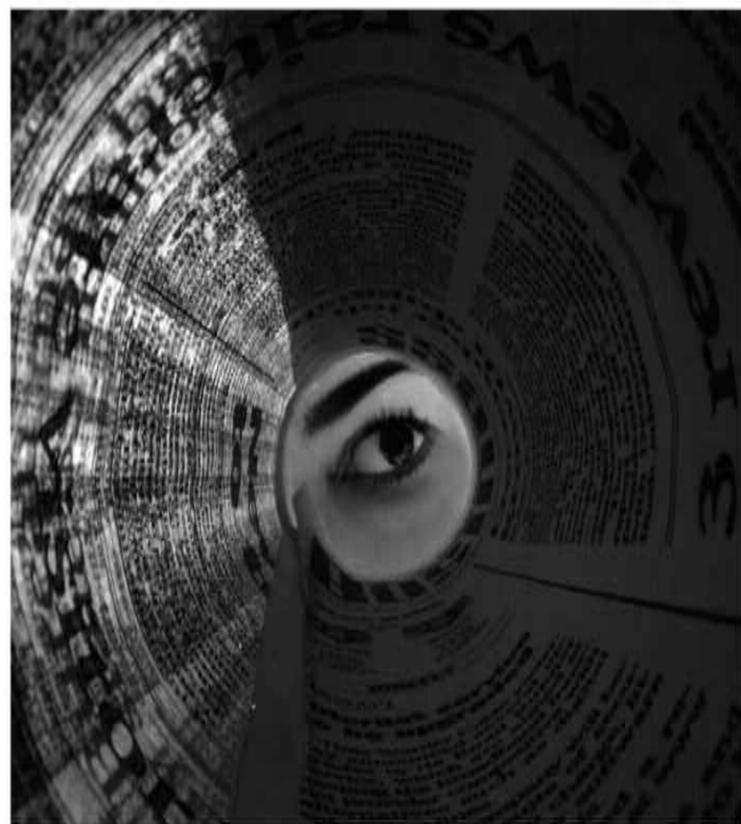
Lot N° 05 : Acquisition (01) ambulance d'évacuation

Lot N° 08 : Acquisition (02) Micro benne.

Lot N° 09 : Acquisition (02) Mini bus.

Midi libre n° 3835 - Lundi 4 novembre 2019 - Anep 191 6023 384

MIDI
 Quotidien national d'information *Libre*



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les experts préconisent un changement du modèle de consommation

La révolution de l'électricité verte est "un challenge dans lequel l'Algérie doit s'inscrire pour sortir petit à petit de l'emprise des énergies fossiles afin d'aller vers les énergies renouvelables", a indiqué Abdelmadjid Attar, ancien ministre des Ressources en eau et ancien P.-dg de Sonatrach.

Dans un souci d'économie d'énergie et de rationalisation des dépenses inhérentes au mode de consommation énergétique afin d'éviter des habitudes budgétivores et le gaspillage, les experts recommandent une politique basée sur un modèle permettant de mieux quantifier l'utilisation des ressources énergétiques par les consommateurs quotidiens.

Des experts ont appelé à un changement du modèle de consommation énergétique national avant l'élaboration d'une politique globale dans le domaine, considérant, dans le même ordre d'idées, que le nouveau projet de loi sur les hydrocarbures ne règle pas les différents problèmes de Sonatrach.

"Ce n'est nullement ce projet de loi qui va apporter des solutions aux problèmes énergétiques et financiers de l'Algérie, la seule solution consiste à mettre en place une politique énergétique globale qui prenne en considération le changement du modèle de consommation", ont estimé ces experts lors de la tenue de la deuxième édition des débats du Forum des chefs d'entreprise sur le thème: "La problématique du secteur de l'énergie en Algérie".

"Le projet de loi sur les hydrocarbures doit nécessairement faire partie d'une politique énergétique globale qui comprend, notamment, le volet de la transition énergétique, celui du développement durable ainsi que le volet du Conseil national de l'énergie", a



expliqué l'ancien ministre des Ressources en eau et ancien P.-dg de Sonatrach, Abdelmadjid Attar.

Pour élaborer une telle loi, il faut d'abord, selon lui, garantir "une stabilité sur le plan juridique", à savoir garantir aux investisseurs que ce dispositif ne sera pas remis en cause par le futur gouvernement. "Certes, ce projet de loi est bon dans l'ensemble et protège la souveraineté nationale, mais, il ne répond pas aux problèmes de Sonatrach du point de vue pétrole et du gaz ainsi que du point de vue de la rente", a-t-il considéré.

Abdelmadjid Attar a estimé que l'ancienne loi sur les hydrocarbures 86/14 est "meilleure" que le présent projet de loi, car, a-t-il expliqué, "elle a déjà (l'ancienne loi) donné de meilleurs résultats pétroliers. Grâce à l'ancienne loi, toutes les réserves ont été renouvelées", a-t-il affirmé.

Il a, ainsi, mis en avant la "nécessité absolue de changer de modèle de consommation énergétique dans le pays", y compris, a-t-il dit, "la politique des prix et le développement des énergies renouvelables".

"Nous sommes très en retard dans le domaine de développement des énergies renouvelables. Pour les

22.000 mégawatt prévus au programme de 2011, nous n'avons réalisé que 500 mégawatt", a-t-il rappelé. "En 2030, l'exportation du gaz va s'arrêter si des mesures concrètes ne sont pas prises pour éviter cela", a en effet averti Abdelmadjid Attar.

Qualifiant le nouveau projet de loi sur les hydrocarbures de "non-événement", Chems-Eddine Chitour, enseignant à l'École nationale polytechnique d'Alger et de l'Institut algérien du pétrole, a estimé, pour sa part, que "ce n'est absolument pas le moment d'émettre une telle loi", affirmant qu'"il faut prendre le temps nécessaire pour son élaboration".

"Ce projet de loi répond à une conjoncture qui n'est pas une priorité. On pouvait attendre quelques mois après l'installation du nouveau gouvernement pour mettre en place, dans le calme et la sérénité, un débat national englobant tous les citoyens pour discuter de l'élaboration de ce projet", a préconisé Chems-Eddine Chitour.

"Pour que ce projet de loi soit efficace, il faut initier des débats ouverts (...) et informer sur la situation énergétique de l'Algérie en 2030", a estimé l'académicien.

La transition énergétique, un "impératif" pour l'Algérie

Considérant la transition énergétique comme un "impératif" pour l'Algérie, Chems-Eddine Chitour a appelé à relever le challenge de la révolution de l'électricité verte.

La révolution de l'électricité verte est un challenge dans lequel l'Algérie doit s'inscrire, a-t-il préconisé, pour sortir petit à petit de l'emprise des énergies fossiles afin d'aller, a-t-il dit, vers les énergies renouvelables.

Il a rappelé qu'à partir de 2030, les États-Unis et toute l'Europe n'useront plus de carburants (énergies fossiles) pour leurs véhicules, car, a-t-il noté, "la voiture électrique aura pris le dessus".

Chitour a appelé, également, à donner une grande importance à l'économie circulaire et au secteur du recyclage des déchets pour donner une seconde vie aux choses et éviter le gaspillage.

Il a, également, estimé que Sonatrach doit impérativement investir dans le solaire et permettre aux citoyens de participer dans ce domaine en mettant en place leurs propres panneaux solaires avec un apport de l'État de l'ordre de 50 %.

R. E.

PRODUCTION DE POMMES

La wilaya de Khenchela classée en tête

Deux usines de fabrication de filets anti-grêle seront ouvertes "prochainement", a indiqué vendredi à Khenchela le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari.

L'ouverture des "deux usines permettra de mettre fin à l'importation des filets anti-grêle utilisés dans la protection de la pomiculture", a précisé le ministre lors de l'inauguration de la première édition de la fête nationale de la pomme dans la commune de Bouhmama.

Lors de sa rencontre avec les producteurs de la filière, M. Omari a insisté sur l'importance de se "structurer dans des associations locales pour bénéficier des différentes formes d'appui à cette filière et d'oeuvrer à sa promotion". Le ministre a également indiqué que "la production qualitative et quantitative de la pomme, réalisée à Batna et Khenchela aux cours des dernières années, a encouragé le ministère à lancer la fête nationale de la pomme", appelant les agriculteurs de la filière à redoubler d'efforts pour

atteindre "des records dans la production de ce fruit".

Cherif Omari a ajouté que la Fête nationale de la pomme "constitue un rendez-vous de travail et de coordination entre les producteurs de cette filière, les chambres d'agriculture et la tutelle pour mieux structurer la filière pomiculture" qui jouit, a-t-il relevé, "de capacités économiques permettant aux producteurs d'exporter leurs produits".

Il a souligné, dans ce sens, "la volonté de l'État à soutenir les populations

des régions montagneuses pour le développement de leurs cultures et l'amélioration de leurs cadre de vie".

Valorisant les efforts déployés par les agriculteurs et les investisseurs de la filière pomiculture, le ministre a indiqué que son département de concert avec les ministères des Ressources en eau et de l'Energie œuvreront à faciliter la tâche des agriculteurs en leur octroyant des autorisations pour le forage de puits et l'exploitation du réseau d'électricité agricole.

R. E.

ALGER, DIAGNOSTIC, DÉPISTAGE ET SUIVI DU CANCER DU SEIN

Ouverture d'un 1^{er} centre pilote



Le premier centre pilote de diagnostic, de dépistage et de suivi du cancer du sein a été ouvert, mardi à l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) Bouchenafa à El-Madania.

PAR BOUZIANE MEHDI

Ce nouveau centre a pour principal objectif de garantir une meilleure prise en charge des malades. Supervisant l'inauguration de ce centre et la signature d'une convention sectorielle entre l'EPSP Bouchenafa et le Centre anti-cancer Pierre-et-Marie-Curie d'Alger (CPMC), à l'occasion de la manifestation "Octobre rose", Le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui a affirmé que ce "centre référentiel de diagnostic et de suivi du cancer du sein assure une meilleure prise en charge au malade, notam-

ment à travers un système de travail basé sur la chaîne des soins concernée par la lutte contre cette maladie". Cette chaîne, composée d'un médecin généraliste, d'un psychologue et d'un sénologue, procède au diagnostic et au dépistage au niveau de ce centre pilote. Si le diagnostic du cancer est confirmé, le médecin transmet les radios et le dossier du malade en question au CPMC, pour lui éviter de se déplacer.

L'annonce à la patiente du "diagnostic de la tumeur cancéreuse, aussi bien pour le cancer du sein que celui du col de l'utérus, se fait en présence d'un psychologue, afin de préserver sa santé mentale et psychologique", a-t-elle précisé.

A cet effet, M. Miraoui a insisté sur l'impérative "généralisation de ces centres au niveau de la wilaya d'Alger et à tout le territoire national, qui est à même d'assurer une proximité entre le secteur de la santé et les citoyens,

outre le diagnostic précoce de la maladie et une meilleure prise en charge des patients, grâce aux efforts consentis par les professionnels du secteur".

L'Algérie enregistre annuellement près de 12.000 nouveaux cas de cancer du sein qui touche généralement des femmes âgées de 40 ans et plus. Le professeur Kamel Bouzid, président de la Société algérienne d'oncologie médicale, avait affirmé que "le cancer du sein qui vient en tête des cancers en Algérie, coûtait à l'État une enveloppe financière de 300.000 DA/cas, au début de la maladie, et 5 millions DA, en phase avancée de la maladie".

Grâce au dépistage précoce et un traitement efficace, le cancer du sein compte désormais parmi les maladies chroniques, outre l'amélioration de la qualité de vie des patientes atteintes.

B. M.

ORAN, PROJET FORSA DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Sortie d'une 2^e promotion de 37 étudiants

Une deuxième promotion de 37 étudiants est sortie de l'école-atelier de l'association Santé-Sidi-El-Houari (SDH) d'Oran dans le cadre du projet "Forsa" de formation professionnelle. La promotion comptait pas moins de 83 étudiants au début de la formation lancée en septembre 2018, toutefois 59 seulement ont persévéré et 37 ont réussi à décrocher le diplôme de fin de formation. Les étudiants ayant échoué seront astreints de refaire leur année. La formation, d'une durée de 6 à 12 mois, est couronnée d'un diplôme de qualification dans les spécialités qu'assure l'école, dont notamment la restauration des sites archéologiques.

La cérémonie de clôture de la formation de 2018 s'est tenue au niveau du siège de l'association SDH au vieux quartier de Sidi el-Houari, en présence de parents de diplômés et 106 stagiaires de la nouvelle promotion 2019-2020.

A cette occasion, des diplômes ont été remis aux lauréats de même que des cadeaux aux majors de promotion ayant obtenu les 1^{er} et 2^e places dans chaque spécialité : menuiserie, ferronnerie, construction, gypse, électricité et couture.

La cérémonie a été marquée par la projection d'un documentaire mettant en exergue les étapes de la formation

et la présentation d'une pièce théâtrale réalisée par des jeunes stagiaires ayant choisi aussi de développer leur performance en 4^e art.

Le projet Forsa, financé par l'Algérie et l'Union européenne (UE) dans le cadre du projet national "Afeq" (adaptation-formation-emploi qualification), profite également à d'autres associations de cinq wilayas autre qu'Oran activant dans le domaine de la préservation du patrimoine civilisationnel et œuvrant à la formation des jeunes en restauration des sites archéologiques.

APS

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Colloque national sur la ville algérienne

Un colloque national sur la ville algérienne, sa réalité et ses défis, s'est tenu au campus de Tamda, organisé par la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou.

Des chercheurs de plusieurs universités du pays, Tlemcen, Oran, Béchar, Tindouf, Constantine, Bouira, Alger et Tizi-Ouzou ont pris part à ce colloque placé sous le thème "La ville algérienne, réalité et défis". Les participants à cette rencontre ont traité plusieurs axes, dont le cadre conceptuel et théorique du développement des villes algériennes ainsi que leur histoire et leurs spécificités, les mécanismes, juridique et politique, mis en œuvre dans la gestion du nouveau tissu urbain et la préservation de l'ancien style architectural et les modèles architecturaux adoptés dans la conception des villes algériennes.

Entre autres objectifs assigné à ce colloque : l'étude de la réalité de la ville algérienne et l'identification des problématiques posées par son développement et l'engagement d'un débat sur cette réalité et tenter de lui trouver des solutions.

Il a été, également, question de tenter de fournir une méthodologie de travail à intégrer dans la politique de la ville, à même d'anticiper le développement démographique avec son lot de besoins en termes de logement, éducation, santé, sécurité et distraction et concourir à l'élaboration d'une stratégie urbaine moderne.

AÏN-TÉMOUCHENT

Installation du commissaire d'Etat près le tribunal administratif

Kamilia Kahouadji a été installée au poste de commissaire d'Etat près le tribunal administratif d'Aïn-Témouchent dans le cadre du mouvement opéré dernièrement par le chef de l'État.

La cérémonie d'installation a été présidée par la chef du département au Conseil d'État, Hafida Benmansour, représentant le ministre de la Justice garde des Sceaux, qui a souligné que ce mouvement a été opéré "dans les postes de qualité au sein du secteur de la Justice, à l'instar des institutions de l'État, pour concrétiser des plans et programmes nationaux."

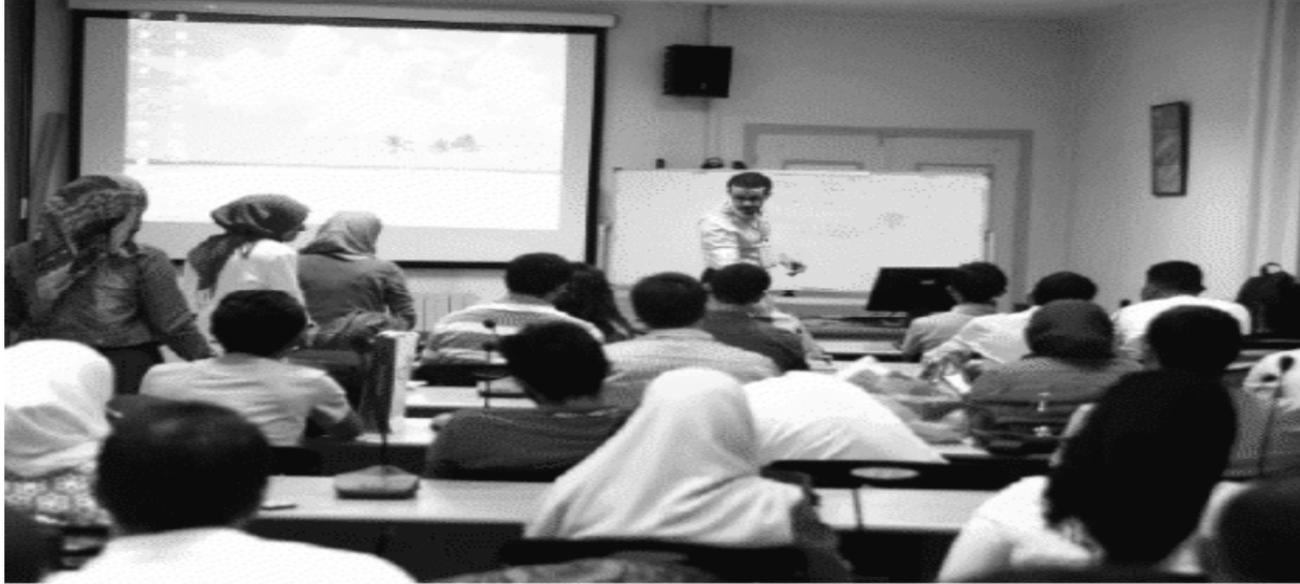
Mme Benmansour a rappelé que le ministre de la Justice garde des Sceaux "insiste sur davantage d'efforts pour imposer la force de la loi."

Kamilia Kahouadji avait occupé le poste de conseillère au tribunal administratif de Sidi Bel-Abbès, avant sa promotion comme commissaire d'Etat près le tribunal administratif d'Aïn-Témouchent en remplacement de Mustapha Ançor.

APS

DJELFA, SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Des spécialités spécifiques à la région



15.700 stagiaires sont accueillis, à travers les établissements du secteur de la formation professionnelle à travers la wilaya de djelfa, au titre de la nouvelle session professionnelle de septembre dernier.

PAR BOUZIANE MEHDI

Les centres de formation professionnelle dans la wilaya de Djelfa sont particulièrement axés sur des spécialités adaptées aux spécificités de la région et aux besoins des entreprises économiques locales. Ces spécialités "peuvent concerner les

domaines du bâtiment, des travaux publics, mécanique, hôtellerie et tourisme, agriculture, ressources en eau, et industrie du cuir, entre autres", a expliqué le directeur du secteur, Bouzar Mohamed.

Ce dernier a fait part, en outre, de "plus de 15.700 stagiaires accueillis, à travers les établissements du secteur dans la wilaya, au titre de la nouvelle session professionnelle de septembre dernier, contre plus de 4.600 stagiaires diplômés enregistrés".

Le secteur a, également, enregistré la signature d'une vingtaine de conventions durant le premier semestre 2019, pour la formation et mise à niveau de 630 travailleurs.

L'opportunité de la visite du ministre

de tutelle a donné lieu à la tenue d'une réunion élargie aux cadres et employés du secteur et au comité de participation. Dada Moussa Belkhir a écouté l'exposé des préoccupations et doléances liées, entre autres, aux promotions des employés, à la réduction du volume horaire du travail des enseignants, et à l'extension du réseau structurel du secteur.

Le ministre s'est, également, rendu sur le chantier du projet de l'institut national spécialisé du pôle urbain Houari- Boumedienne, dont les travaux sont actuellement estimés à 85 %. Il a insisté sur "l'impératif de la livraison d'une partie du projet pour la rentrée de février prochain".

B. M.

CONSTANTINE, LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

23 kg de kif traité saisis durant les 9 premiers mois de 2019

Une quantité de 23,36 kilogrammes de kif traité et 428.573 comprimés de psychotropes a été saisie par les services de la sûreté de wilaya de Constantine, durant les neuf premiers mois de l'année 2019, a appris l'APS auprès d'un cadre de ce corps de sécurité.

S'exprimant lors d'une journée "Portes ouvertes" sur les activités de la police, organisée dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation et de lutte contre le trafic de drogues, initiée depuis le début de cette année par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), le lieutenant Oualid Benhamouda, représentant de la Police judiciaire de la Sûreté de wilaya, a précisé que "les opérations traitées durant cette période par la brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants ont permis l'arrestation de 653 personnes impliquées lors de 421 affaires, à travers les 12 communes de la wilaya".

Parmi ce nombre global, 293 personnes ont été mises sous mandat de dépôt, 114 individus ont été placés en

détention provisoire, 18 ont bénéficié d'une citation directe, 24 sont toujours en fuite et 3 autres ont été mises sous contrôle judiciaire, a détaillé le même intervenant lors de cette manifestation tenue à l'institut de gestion des techniques urbaines de l'université Salah-Boubnider (Constantine 3).

En dépit du travail de sensibilisation et de proximité réalisé chaque année par les services de ce corps sécuritaire avec la collaboration de diverses associations sociales et humanitaires actives dans ce domaine, une augmentation "considérable" des affaires liées au trafic de drogue a été enregistrée dans la wilaya de Constantine durant ces dernières années, notamment 2018 qui a été marquée par l'enregistrement de 562 affaires contre 447 en 2017, soit une hausse de 115 opérations.

"Les affaires traitées la précédente année ont contribué au démantèlement de plusieurs réseaux criminels spécialisés en la matière composés de 858 personnes par la même brigade, contre 725 individus arrêtés pendant l'an 2017", a fait savoir la même

source. Cette action de sensibilisation sur les méfaits de la drogue vise à sensibiliser, les jeunes universitaires de divers instituts de cet établissement d'enseignement supérieur, sur les conséquences désastreuses engendrées par la consommation des drogues et des substances psychotropes, a expliqué dans ce même contexte le lieutenant Benhamouda, soulignant que la prévention constitue l'objectif majeur de cette action qui a ciblé les jeunes, plus exposés à ce fléau.

Une communication mettant en exergue les dangers de la toxicomanie sur la santé des jeunes drogués, ainsi que sur le rôle de la famille et de la société civile dans la lutte contre ce fléau a été présentée lors de cette journée par le représentant de la sûreté de wilaya, suivie de la distribution de dépliants renseignant sur ce sujet en faveur d'une soixantaine d'étudiants ayant assisté à cette rencontre.

APS

BÉCHAR

Nécessité de la réalisation d'une centrale électrique

La réalisation d'une centrale électrique pouvant répondre aux besoins des habitants des 21 communes de la wilaya de Bechar est devenue "une nécessité" pour améliorer la qualité de la distribution, a-t-on indiqué à la commission de l'assemblée populaire de wilaya chargée du suivi de la production et de la distribution de l'électricité.

Cette instance, qui a établi un diagnostic des causes des coupures répétées du réseau de distribution durant la dernière saison estivale, estime que bien qu'alimentée à partir de la wilaya de Naâma par 2 lignes de haute tension (400 et 220 kilovolts) et d'une ligne de transport de 60 kilovolts à destination des communes de Béchar, Kenadza, Lahmar, Taghit, Abadla et Béni-Ounif, la wilaya "gagnerait à être dotée de sa propre centrale électrique", a précisé le président de cette commission, Youcef Makhloufi.

Il est également nécessaire de moderniser le réseau de distribution et de doter les services compétents de la société de distribution de l'électricité et du gaz en moyens mobiles et de détection des pannes sur les réseaux de transport de cette énergie à travers les vastes étendues de la wilaya.

Ceci, sachant que les installations électriques peuvent être soumises à une panne, qu'elles soient vétustes ou modernes, de même que les dysfonctionnements d'une installation électrique peuvent être de différente source et nature, notamment en période estivale ou l'on enregistre une surchauffe des câbles, raison pour laquelle il est recommandé, suivant l'avis de plusieurs experts locaux en la matière, le renouvellement des lignes de transport à destination des collectivités en câbles torsadés qui s'adaptent au climat saharien de la région.

La wilaya de Béchar, qui enregistre un taux de 97 % d'électrification avec un total de 80.288 abonnés à la basse tension, a bénéficié, au titre de plusieurs programmes sectoriels de développement, d'un investissement de 387 millions DA, dont 290 millions DA représentant la part de l'État.

APS

ÉTATS-UNIS

Nouvelle étape dans la procédure de destitution de Donald Trump

La procédure de destitution menaçant Donald Trump a pris une nouvelle ampleur jeudi, après un vote crucial autorisant des auditions publiques. La presse américaine se fait l'écho de cette nouvelle étape formelle.

Du point de vue de l'éditorialiste du *Washington Post*, Donald Trump et ses soutiens devront maintenant faire face aux faits. Ces derniers ne vont faire qu'empirer les choses pour le président.

Et justement du côté des démocrates il est venu l'heure de ne plus voir la destitution comme une procédure technocrate légale, mais bien comme un processus politique. C'est en tout cas le point de vue de David Leonhardt dans les pages du *New York Times*. Selon lui pour que leur démarche réussisse il faudra avant tout convaincre les Américains que Donald Trump est inapte à l'exercice du pouvoir. En tant que telle, la procédure de destitution ne



servirait qu'à attirer le regard une fois de plus sur le personnage de dessin animé du président américain, un homme hors norme qui ne fait rien comme les autres. Selon David Leonhardt, ses électeurs ne pourront donc être touchés qu'en faisant ressortir l'argument de corruption au sein de l'affaire des appels téléphoniques entre Donald Trump et son homologue ukrainien. Le message résumé par le co-fonda-

teur du groupe Invisible dans le *Washington Post* est "cet homme ne se bat pas pour vous comme il l'avait promis. Il fait passer ses intérêts avant tout, et il est prêt à mettre le pays en danger pour cela."

Le Président américain a d'ailleurs annulé les abonnements de la Maison Blanche aux *New York Times* et au *Washington Post*. Hier soir son homologue brésilien Jair Bolsonaro a fait

une annonce similaire au sujet du Journal la Folha, l'un des plus importants quotidiens du pays. Les deux Présidents utilisent le même chef d'accusation, ces médias sont à leurs yeux des vecteurs de désinformation. C'est ce qu'a martelé Jair Bolsonaro lors d'une interview à la télévision Bandeirantes en précisant : "Non ce n'est pas de la censure. Je ne veux tout simplement plus entendre parler de ce journal qui envenime mon gouvernement". Plus tard sur les réseaux sociaux il a mis en garde les annonceurs "Attention à vous si vous continuez de travailler avec la Folha."

Dans la Folha justement les avocats du journal dénoncent "une violation des principes constitutionnels de la moralité et d'impersonnalisation de l'administration publique". Un comportement typique des gouvernements totalitaires de leur point de vue. Ils citent notamment non sans ironie les dirigeants de gauche vénézuéliens Chavez et Maduro. La rédaction de la Folha défend elle les lecteurs à s'abonner pour défendre un journalisme critique et impartial.

BOLIVIE

Début de l'enquête internationale sur le scrutin présidentiel

En Bolivie, les observateurs internationaux de l'Organisation des États américains ont entamé ce jeudi 31 octobre leur enquête sur le décompte des résultats de la présidentielle, alors que les affrontements entre civils ont fait deux morts à Santa Cruz. Les experts de l'Organisation des États américains (OEA) ont démarré ce jeudi leur enquête sur le dépouillement des bulletins de la présidentielle du 20 octobre. Cette enquête fait suite à un accord négocié entre le gouvernement bolivien et cette organisation basée à Washington qui regroupe la plupart des gouvernements des États d'Amérique. "Aujourd'hui démarre cet audit, qui doit durer approximativement deux semaines", a annoncé le ministre bolivien des Affaires étrangères Diego Pary lors

d'une conférence de presse.

Les élections ont été transparentes, les élections se sont déroulées en accord avec la Constitution et les lois boliviennes mais nous avons accepté cependant le mandat d'une mission de vérification de l'Organisation des États américains. La mise en place de cet audit ne devrait cependant pas apaiser les tensions entre pro et anti-Morales. L'opposition a en effet déclaré mercredi qu'elle rejetait cette enquête dans les termes actuels. L'audit sur lequel se sont mis d'accord l'OEA et le candidat du Mouvement pour le socialisme n'a pas pris en compte le pays, ni nos conditions, à commencer par le fait de ne pas reconnaître les résultats du décompte proclamés par le Tribunal suprême électoral, ainsi que la

nécessité d'avoir des représentants de la société civile dans le processus.

Le chef de l'État a demandé aux manifestants de faire une pause dans la mobilisation : "Je demande à tous ceux qui sont en grève générale et qui bloquent les villes à lever les blocages et à faire une pause jusqu'à ce que l'OEA et les délégués de trois pays différents rendent leur rapport."

Mais pour beaucoup de citoyens, le jeu est déjà truqué. En soi une mission d'audit de l'OEA pourrait être une bonne chose mais il y a déjà eu manipulation. Il y a eu fraude dans le vote, l'information a déjà été manipulée. Alors une évaluation maintenant, reste à voir si c'est vraiment utile.

YÉMEN

Un accord entre gouvernement et séparatistes signé le 5 novembre

Le gouvernement et les séparatistes au Yémen doivent signer le 5 novembre un accord conclu fin octobre sous l'égide de l'Arabie saoudite pour mettre fin à leur conflit, dans un pays dévasté par une guerre aux fronts multiples, ont déclaré samedi des responsables saoudiens et yéménites.

Ces dernières semaines, le gouvernement yéménite et les séparatistes du Conseil de transition du Sud (STC) ont tenu des pourparlers et des discussions discrètes sous la médiation de Riyad dans la ville saoudienne de Jeddah (ouest). A l'issue de ces discussions, un accord a été conclu le 25 octobre. Il prévoit la formation d'un gouvernement de 24 ministères, qui seront "partagés à égalité entre les gouvernorats du nord et du sud du Yémen", selon la chaîne de télévision saoudienne *Al-Ekhbariya*.

Le gouvernement sera de nouveau installé à Aden, sous l'égide du Premier ministre Maïn Saïd afin de "relancer les institutions étatiques", selon des officiels et des médias saoudiens. Un "comité joint" supervisé par

la coalition militaire dominée par Ryad garantira la mise en œuvre de l'accord, d'après *Al-Ekhbariya*.

La signature officielle de "l'accord de Ryad" aura lieu mardi en Arabie saoudite en présence du prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane et du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, a indiqué sur Twitter le ministre de l'Information yéménite Mouammar al-Iryani. Le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed al-Nahyane, sera aussi présent, a précisé sur Twitter l'ambassadeur saoudien au Yémen Mohammad al-Jaber.

Les forces séparatistes ont pris le contrôle en août d'Aden, qui était devenue la base de repli du gouvernement après son expulsion de la capitale Sanaa par les rebelles Houthis en 2014. Les affrontements entre les séparatistes et les forces loyalistes, en principe alliés dans la guerre menée contre les Houthis depuis 2014, ont fait craindre un éclatement du pays. Le gouvernement yéménite a accusé les

Emirats arabes unis de soutenir les séparatistes, qui réclament l'indépendance du Sud du Yémen - un État indépendant jusqu'en 1990 - et qui forment les unités du "Cordon de sécurité" entraînées par Abou Dhabi.

Pilier de la coalition militaire dominée par Riyad intervenue en 2015 pour appuyer les forces progouvernementales contre les Houthis, Abou Dhabi a pour sa part accusé les autorités yéménites d'avoir laissé des éléments islamistes infiltrer leurs rangs.

Depuis le début de la guerre entre les rebelles Houthis et le gouvernement yéménite, des dizaines de milliers de personnes, essentiellement des civils ont été tuées dans la guerre, selon diverses organisations humanitaires.

Le conflit dans le sud du Yémen a aggravé la situation pour les civils dans un pays où la guerre a provoqué la pire crise humanitaire au monde, selon l'Onu.

Agences

HAÏTI

42 morts déplorés depuis la mi-septembre

Au moins 42 personnes sont mortes et 86 autres blessées depuis la mi-septembre en Haïti, un pays secoué par une nouvelle vague de protestation populaire contre le président, a annoncé vendredi l'Onu, appelant à un "dialogue" entre Haïtiens. Selon les informations recueillies par le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'Homme, "les forces de sécurité sont responsables de 19 morts, les autres ayant été tués par des individus armés ou des auteurs (d'attaques) inconnus", a expliqué une porte-parole, Marta Hurtado, au cours d'un point de presse à Genève.

Au total, "au moins 42 personnes sont mortes et 86 ont été blessées lors de l'escalade des tensions depuis le début de la dernière vague de manifestations, le 15 septembre, selon des informations vérifiées par notre bureau", a-t-elle relevé. La grande majorité d'entre elles ont été blessées par balle. La colère populaire contre le président Jovenel Moïse, décrié par ses opposants les plus radicaux depuis son arrivée au pouvoir en février 2017, s'est accentuée fin août à la suite d'une pénurie de carburants généralisée en Haïti. Des barricades sont régulièrement dressées sur les principaux axes routiers et des manifestations organisées, empêchant le fonctionnement régulier des écoles, des hôpitaux, des établissements commerciaux et des administrations. Certains manifestants exigent également de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Au moins un journaliste a été tué et neuf autres ont été blessés, selon l'Onu. "Nous exhortons tous les acteurs (de ces violences, nldr) à s'abstenir de cibler les journalistes et à respecter la liberté des médias", a relevé Mme Hurtado.

Dans un communiqué, le Haut-Commissariat se dit "profondément préoccupé par la crise prolongée" sur cette partie occidentale de l'île d'Hispaniola et sur "la capacité des Haïtiens à exercer leurs droits fondamentaux en matière de soins de santé, d'alimentation, d'éducation et autres".

Le Conseil de sécurité de l'Onu a mis fin à la mi-octobre à 15 ans d'opérations de paix en Haïti, auxquelles va succéder une simple mission politique.

Agences

Les scandales financiers généralisés qui touchent la plupart des secteurs d'activité nationale menacent les fondements de l'État algérien



Les scandales financiers généralisés qui touchent la plupart des secteurs d'activité nationale menacent les fondements de l'État algérien (suite et fin)

L'Algérie n'a pas d'autre choix que d'accélérer les réformes structurelles, microéconomiques et institutionnelles, conditions propices à la stabilité macroéconomique, sociale et politique, et donc au rétablissement du travail et de l'intelligence en tant que symboles de la réussite.



American Herald Tribune : Le développement ne dépend-il pas avant tout de la résolution de la crise politique?

Abderrahmane Mebtoul :

L'Algérie sera ce que les Algériens voudront qu'elle soit, loin de toute ingérence étrangère. Car, avec la corruption associée à la détérioration du climat des affaires, selon la plupart des rapports internationaux, il est utopique de parler d'une véritable reprise économique. L'Algérie souffre avant tout d'une crise de gouvernance et non d'une crise financière. Mais cette crise de la gouvernance risque de se transformer en une crise financière, économique et politique dans deux ans avec l'épuisement des réserves de change. Si l'Algérie veut surmonter la crise multidimensionnelle à laquelle elle est confrontée dans un monde turbulent et instable qui préfigure les grands bouleversements géostratégiques, son défi futur, et dont le potentiel pour sortir de la crise est énorme, visera le processus de réformes structurelles essentielles associant efficacité économique et justice sociale très profonde, avec une nouvelle architecture institutionnelle reposant sur de véritables contre-pouvoirs démocratiques. L'élection présidentielle devrait être transparente et fondée sur trois principes: une commission de surveillance des élections totalement transparente et indépendante de l'exécutif et des représentants actuels des élus centraux et locaux, la révision du registre et du code électoral afin que les pratiques passées (fraude massive) ne sont pas répétées. Il est impératif de procéder rapidement à une élection présidentielle dans un délai raisonnable, mais à condition que celle-ci soit transparente, loin des pratiques occultes du passé, où la majorité de la population a fermé les yeux sur les urnes à plus de 70 % - 75 % lors des dernières élections législatives, en tenant compte des bulletins nuls, reflétant le divorce de l'Etat et des citoyens. Comme convenu par le Conseil des ministres du 9 septembre 2019, la révision du registre et du code électoral, la création d'un organe indépendant chargé de superviser les élections où ni l'exécutif (le gouvernement - en particulier le ministère de l'Intérieur et le walis), ni les députés-séna-

teurs et les représentants des assemblées populaires communales dénoncées par le mouvement populaire, ne seront impliqués, puisqu'il appartient aux candidats et à la société civile de désigner leurs représentants. Une attention particulière devrait être accordée à sa composante nationale ainsi qu'à ses réseaux de 48 wilayas, avec des personnalités morales et neutres. L'administration centrale et locale n'a jamais été neutre à cause de ses pratiques occultes depuis l'indépendance politique et pas seulement depuis la période actuelle. Le gouvernement actuel, composé principalement d'anciens hauts responsables directement impliqués dans le traitement du passé et donc responsables de la situation actuelle, a rapporté à la presse, dont certains seraient compromis par des méfaits ou un trafic lors d'élections passées, est massivement rejeté par le gouvernement.

Un nouveau gouvernement de techniciens "neutres" est nécessaire, un compromis entre le gouvernement, l'opposition et le peuple, à la fois pour donner de la crédibilité à l'action du pouvoir judiciaire et pour promouvoir le succès du dialogue, a poursuivi l'actuel président de l'Etat par intérim assurer le fonctionnement de l'Etat sans s'ingérer dans les élections afin d'éviter de déstabiliser l'institution suprême du pays. Seul un Président légitime élu sur la base d'un programme transparent, comprenant les revendications légitimes du mouvement populaire, peut modifier la Constitution et mener à bien les profondes réformes politiques et économiques visant à introduire l'Algérie dans le nouveau monde, à en faire un pays émergent - et le potentiel de le faire.

La lutte contre la corruption, la bureaucratie, la bonne gestion des institutions (grands ministères homogènes), les entreprises, la valorisation des connaissances, une nouvelle politique économique tant pour l'énergie (subventions ciblées et mix énergétique) que pour les autres tout le système financier (douanes, fiscalité, domaine, banques, ainsi que la règle des 49/51 %), du primaire au supérieur, basé sur les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle, l'eau et le foncier / agricole / industriel, la santé, le nouvel emploi politique visant à éviter l'implosion des fonds de pension, nouvelle politique de sécurité des affaires étrangères et des réseaux tenant compte des nouveaux défis du monde.

Quels sont les principaux axes de la reprise économique en Algérie ?

Je propose quatorze propositions, précisant que toute politique économique est nécessairement dictée par des facteurs sociaux, politiques et économiques, sans oublier les facteurs géostratégiques, sachant que nous vivons à une époque d'interdépendance économique mondiale.

Premièrement, la condition fondamentale est un lien dialectique entre sécurité et développement, condition de la stabilisation de l'Algérie qui conditionne également la stabilité des régions méditerranéenne et africaine. Nous devons éviter un retour à la tragédie vécue par l'Algérie entre 1990 et 1999 et, récemment, aux tragédies de l'Irak, de la Syrie et de la Libye, ce qui implique la mise en place d'un revenu social minimum. Il est également nécessaire que les différentes sensibilités puissent dialoguer dans un cadre organisé basé sur la tolérance et le droit à la différence, et adapté à la quatrième révolution mondiale fondée sur l'intelligence artificielle et le numérique.

Deuxièmement, la question centrale de l'établissement de l'état de droit et de véritables forces politiques de compensation doit être examinée. En effet, les partis actuels et leurs alliés suscitent une méfiance généralisée parmi la population algérienne. Ils sont incapables de se mobiliser et de générer un engagement, ce qui a un impact négatif sur l'économie et favorise la corruption socialisée.

Troisièmement, sachant que cela a un impact à la fois sur le fonctionnement du système politique et économique, la question de la place de la sphère informelle dans la bureaucratie doit être posée en opérant dans un espace qui lui est propre avec les organisations informelles (une société informelle dominante), société civile) et expliquer la dualité institutionnelle tirant plus de 40 % de la masse monétaire en circulation et plus de 50 % de la valeur ajoutée et de l'emploi total: comment peut-on l'intégrer par le biais de mécanismes transparents s'éloignant des mesures administratives autoritaires produisant peu d'effet ? Ces objectifs doivent être fondés sur une société plurielle plus participative, avec des partis politiques, avec la promotion de la femme comme signe de la vitalité de toute société, permettant la pleine autonomisation de toute la société civile, réconciliant la modernité et préservant notre authenticité.

Quatrièmement, la nouvelle politique économique doit faire partie, comme je l'ai démontré dans plusieurs contributions internationales, de la zone Europe-Maghréb-Afrique, et plus généralement, de la zone économique Méditerranée-Afrique.

Cinquièmement, améliorer le



fonctionnement des marchés et soulèver la question du rôle futur de l'Etat dans le développement économique et social, ainsi que des relations dialectiques entre les rôles respectifs et complémentaires de l'Etat et du marché. Loin des discours, il doit exister une volonté politique claire de passer à une économie de marché à vocation sociale, conciliant efficacité économique et cohésion sociale nécessaire, tout en évitant que les relations de marché ne détruisent des liens de solidarité.

Sixièmement, il est essentiel d'éviter la politique économique utopique du passé, en particulier la politique industrielle. La nouvelle politique économique devra se caractériser par l'adaptation à l'universalisation de l'économie de marché, en tenant compte des spécificités sociales, où la domination sera le consommateur et l'arbitre, les marchés financiers. Le vrai patriotisme, à ne pas confondre avec le nationalisme chauviniste étroit, source d'intolérance, sera mesuré par la capacité des Algériens à améliorer leur niveau de vie par leur contribution à la valeur ajoutée locale et mondiale.

Septièmement, soutenir le développement par une administration centrale et locale renouvelée (administration électronique) et une lutte contre la bureaucratie centrale et locale par une rationalisation des choix budgétaires des entreprises (réévaluation permanente, coûts supplémentaires), en particulier au niveau administratif, et des services publics dont la gestion est assurée. Les méthodes remontent toujours au début des années 1970 et établissent un tableau de valeurs lié aux réseaux internationaux de lutte contre la surfacturation. Par conséquent, modifiez progressivement les services collectifs, qui créent de plus en plus de valeur ajoutée (éducation, santé, télécommunications, transports et infrastructures) en introduisant des paramètres de marché pour tester leur effi-

cacité, tout en encourageant la diversité pour améliorer les services fournis aux consommateurs.

Huitièmement, sous réserve d'objectifs socio-économiques précis et chronologiques, une véritable décentralisation doit avoir lieu autour de cinq pôles régionaux, ainsi que revoir le fonctionnement des wilayas et des APC en transformant les autorités locales de la protection sociale en gestionnaires de collectivités locales qui créent richesse et citoyens rapprocher l'Etat du citoyen par une véritable décentralisation.

Neuvièmement, créer une nouvelle organisation gouvernementale institutionnelle en créant de grands ministères, en particulier ceux de l'économie et de l'éducation, avec des secrétaires techniques, afin d'éviter le télescopage. Ensuite, dynamisez les secteurs de la santé, des travaux publics, des transports, de l'énergie, de l'agriculture, des eaux, du tourisme et des nouvelles technologies où l'Algérie peut disposer d'avantages comparatifs.

Dixièmement, reconsidérer les politiques industrielles mondiales obsolètes et imaginer une nouvelle politique, non pas celle de l'industrie mondiale, mais celle de l'entreprise qui n'est pas calquée sur les anciennes organisations hiérarchiques bureaucratiques et qui repose sur la flexibilité des organisations reposant sur la décentralisation des décisions économiques. gestion prospective des compétences, travail en groupe, tout en prenant en compte les nouvelles technologies.

Onzièmement, réformer le système financier, y compris les banques (au cœur des réformes) et dynamiser le marché boursier, dynamiser constamment les partenariats public / privé, les ouvertures de capitaux et les privatisations, en évitant la vente du patrimoine national.

Douzièmement, définir une nouvelle politique de l'emploi basée sur le développement d'entreprises créa-

trices de richesse si l'on veut éviter l'implosion des fonds de pension, dont le fonctionnement doit être revu en supprimant toutes les contraintes de la bureaucratie, du système financier, du système socio-économique inapproprié, système éducatif et immobilier, en cessant de créer des emplois par décrets, en se référant à une nouvelle politique de formation adaptée aux nouvelles technologies, en conciliant flexibilité et sécurité, enfin en procédant à une évaluation sans compromis de l'ensemble des agences pour l'emploi et en les réunissant dans un même système. centre pour une plus grande cohérence.

Treizièmement, réduire les inégalités sociales grâce à une nouvelle politique de subventions ciblées intra-professionnelles et intra-régionales et revoir le système fiscal en combinant équité verticale et lutter contre la corruption, à ne pas confondre avec l'acte de gestion afin de ne pas pénaliser les gestionnaires et des initiatives créatives.

Quatorzièmement, n'oublions jamais la diaspora, qui dispose de ressources financières importantes, mais surtout intellectuelles, dans la gestion stratégique et qui, comme d'autres pays, peut contribuer au développement national si les obstacles bureaucratiques sont levés.

Quelle est votre conclusion concernant l'avenir de l'Algérie ?

Après plusieurs décennies d'indépendance politique, c'est toujours le prix du pétrole qui détermine l'évolution des réserves de change. Compte tenu de la pression démographique (plus de 50 millions d'habitants en 2030), il faudrait créer au moins 300.000 à 400.000 nouveaux emplois par an, ce qui nécessite un taux de croissance annuel de 8 à 9 % en termes réels sur plusieurs années. Il faut être réaliste: en septembre 2019, Sonatrach, c'est l'Algérie et l'Algérie, Sonatrach.

Avec plus de rigueur budgétaire, une meilleure gouvernance, un changement de cap dans la politique économique actuelle, même avec un baril à 60 dollars, l'Algérie peut réussir. Pour paraphraser les militaires, nous devons nous attaquer à l'essentiel et non au secondaire. Il existe une loi en science politique : 20 % des actions bien ciblées ont un impact de 80 %, mais 80 % des actions mal ciblées ont un impact de seulement 20 %. Les décennies qui ont caractérisé la vie politique et économique de nombreux pays du tiers monde et qui, malgré des ressources naturelles considérables, n'ont pas réussi à établir une économie diversifiée dans le cadre des valeurs internationales, y compris l'Algérie, confirment aujourd'hui ma conviction. Le développement ne concerne pas le matériel industriel ni les signes monétaires. Quelle que soit l'importance des réserves de change et des dépenses monétaires, le développement ne peut se faire sans souci de la bonne gestion et de la démocratisation, et des dépenses sans compter. L'Algérie ne peut revenir à elle-même que si les faux privilèges sont bannis et si les critères de compétence, de loyauté et d'innovation sont rétablis comme des passerelles vers le succès et le progrès social. L'Algérie n'a pas d'autre choix que d'accélérer les réformes structurelles, microéconomiques et institutionnelles, conditions propices à la stabilité macroéconomique, sociale et politique, et donc au rétablissement du travail et de l'intelligence en tant que symboles de la réussite. L'Algérie, avec des malversations qui dépassent l'imagination humaine par son ampleur et qui a mené le pays tout droit au mur, a besoin d'une nouvelle stratégie pour s'éloigner des slogans populistes creux et doit s'adapter au nouveau monde dominé par le savoir (intelligence artificielle). L'Algérie a besoin d'un retour à la confiance pour assurer son avenir.

Nous devons impérativement sortir des caprices de la mentalité des rentiers en réhabilitant la bonne gouvernance. En ces temps difficiles de tensions budgétaires, personne n'a le monopole de la vérité et du patriotisme. C'est le seul moyen pour les Algériens de transcender leurs différences et de trouver de nouvelles raisons de vivre harmonieusement ensemble afin de construire le destin exceptionnel que nos glorieux aînés de la génération du 1^{er} Novembre 1954 voulaient pour eux. Comme l'a souligné le grand sociologue Ibn Khaldoun il y a plusieurs siècles, "lorsque l'immoralité affecte le pouvoir, c'est le déclin de la société tout entière". Les scandales financiers généralisés qui touchent la plupart

des secteurs d'activité nationale menacent les fondements de l'Etat algérien. Avec la situation géostratégique de la région, la menace est encore plus grande. Les dernières élections législatives et locales ont déjà montré un taux de non-participation très élevé. D'où la nécessité urgente d'un renouveau de la gouvernance centrale et locale, d'une moralité accrue dans la gestion de la ville et de l'instauration d'un Etat de droit essentiel pour des raisons de sécurité nationale. Il ne peut y avoir d'état de droit si l'Etat n'a pas raison, c'est-à-dire immoral. L'ère post-hydrocarbures est à ce prix avec l'épuisement inévitable des réserves classiques de pétrole et de gaz d'ici à 2030 et un prix bas pendant de nombreuses années. Toutefois, la population algérienne, qui s'élevait à 43 millions d'habitants le 1^{er} janvier 2019, devrait avoisiner les 50 millions d'habitants en 2030, avec une demande supplémentaire d'emplois allant de 300.000 à 400.000 personnes par an.

Nous ne pouvons manquer de reconnaître le fossé qui sépare l'énorme potentiel de l'Algérie du niveau de développement vraiment dérisoire que le pays a atteint après plusieurs décennies d'indépendance, malgré des dépenses monétaires colossales. Les réformes nécessaires nécessiteront des stratégies d'adaptation prenant en compte la projection de notre environnement comme un bien commun, où le dialogue des cultures fondé sur la tolérance sera décisif, afin d'éviter le sous-développement, la pauvreté et les conflits qui pourraient nuire à l'avenir de l'humanité. Il sera essentiel d'éviter de retarder les réformes structurelles, en tenant compte de la volonté de changement des deux tiers de la population, de la lutte contre la corruption, qui devient une menace pour la sécurité nationale et un facteur de démobilité des citoyens, ainsi que de la lutte contre toutes les formes de criminalité, la xénophobie et l'intolérance. Méditons Voltaire : "Monsieur, je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je vais me battre de toutes mes forces pour que vous puissiez le dire". Compte tenu des grands bouleversements géostratégiques mondiaux attendus entre 2020 et 2030, l'Algérie, qui traverse une phase cruciale de son histoire, a besoin d'un regard critique et juste sur sa situation, sur ce qui a déjà été accompli et sur ce qui reste à accomplir. au profit exclusif d'un pays qui a besoin de se retrouver et de réunir tous ses enfants autour d'une même ambition et d'un même espoir.

Annexe Evolution des exportations et des importations de 2012 à 2018, prévisions pour 2019

Nous avons les évolutions suivantes. Pour les exportations : 2012 : 71,7 milliards de dollars, 2013 : 64,8 milliards de dollars, 2014 : 60,1 milliards de dollars, 2015 : 34,5 milliards de dollars, 2016 : 29,3 milliards de dollars, 2017: 32,9 milliards de dollars, 2018 : 41,17 milliards de dollars, 2019 : entre 30 et 32 milliards de dollars, prix de revient moyen supposé 60/62 dollars et essence 45 dollars le MBTU (prévision).

Qui est le professeur Abderrahmane Mebtoul ?

Le professeur Abderrahmane Mebtoul est docteur d'Etat en économie et

member de plusieurs organisations internationales. Il est l'auteur de 20 ouvrages sur les relations internationales et l'économie algérienne et de plus de 700 contributions nationales et internationales. Il a été directeur des études au ministère de l'Energie - Sonatrach (de 1974 à 1979 - de 1990 à 1995 - de 2000 à 2007) et a dirigé le premier audit sur Sonatrach. Il a été directeur général et haut magistrat à la Cour des comptes (premier conseiller) de 1980 à 1983, expert indépendant au Conseil économique et social de 1997 à 2008 et président du Conseil national de la privatisation de 1996 à 1999 au rang de ministre délégué, expert indépendant auprès de la présidence de la République de 2007 à 2008 et expert indépendant non rémunéré au Premier ministre de 2013 à 2016.

Mebtoul a dirigé le premier audit sur Sonatrach entre 1974 et 1976, le solde de l'industrialisation de 1977 à 1978, le premier audit du comité central du FLN sur le secteur privé entre 1979 et 1980. Il a dirigé les audits de surestaries et de surtaxes à le secteur du bâtiment et des travaux publics en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, les 31 walis et le ministère de la Logement en 1982, effectué à la Cour des comptes, l'audit sur l'emploi et les salaires de la présidence de la République en 2008, audit des changements globaux et des axes de la relance socio-économique de l'Algérie d'ici 2020/2030 pour le Premier ministre en février 2014, audit assisté des dirigeants de la Sonatrach, Experts indépendants et Ernest Young Consulting "Le prix des carburants dans un environnement concurrentiel" pour le ministère de l'Energie à Alger en 2008, et l'audit "Le pétrole et le gaz de schiste, opportunités et risques" pour le Premier ministre à Alger en janvier 2015.

Entretien réalisé pour l'American Herald Tribune par Mohsen Abdelmoumen

GAZ DE SCHISTE

Londres suspend la fracturation hydraulique par crainte des séismes

Le gouvernement britannique a annoncé, samedi, suspendre la fracturation hydraulique destinée à extraire du sous-sol du gaz de schiste en raison des risques de secousses sismiques, faisant marche arrière sur ce sujet impopulaire au tout début de la campagne des législatives.

Le Royaume-Uni voulait à l'origine suivre l'exemple des États-Unis, où l'industrie du schiste a connu un boom spectaculaire renforçant l'indépendance énergétique du pays, grâce à la technique de la fracturation hydraulique. Mais ce procédé est critiqué, y compris aux États-Unis, en raison de son impact environnemental, et a été interdit en France et en Allemagne. Le gouvernement est revenu sur sa position à la suite d'un rapport du régulateur du secteur, The Oil and Gas Authority (OGA), ayant étudié l'activité sismique survenue près d'un site où est pratiquée la fracturation hydraulique, à Preston New Road, dans le Lancashire (nord-ouest de l'Angleterre). En août dernier, une vive secousse y a été ressentie, ce qui a conduit la société Cuadrilla à suspendre indéfiniment son forage. "Après avoir examiné le rapport de l'OGA (...), il est clair que nous ne pouvons pas exclure de nouvelles



conséquences inacceptables pour la population locale", a déclaré dans un communiqué la ministre chargée des Entreprises et de l'Énergie, Andrea Leadsom. "Pour cette raison, j'ai conclu que nous devrions instaurer un moratoire sur la fracturation hydraulique en Angleterre avec effet immédiat", a-t-elle annoncé.

Forte mobilisation

Le gouvernement a expliqué qu'il ne donnerait pas son consentement à de nouveaux projets de fracturation hydraulique "à moins que de nouvelles preuves convaincantes ne soient fournies".

Le procédé de fracturation hydraulique consiste à créer des fissures souterraines et y infiltrer un mélange d'eau, de sable et de produits chimiques pour permettre l'extraction de gaz ou de pétrole capturé dans la roche. Le développement de cette technique avait provoqué une forte mobilisation de la part des populations concernées et des militants écolo-

gistes qui ont accueilli avec soulagement cette annonce. Les partis d'opposition l'ont, en revanche, jugée insuffisante et prônent une interdiction définitive. En ce début de campagne électorale où l'environnement sera l'un des sujets de débats, le chef du Labour, Jeremy Corbyn, a qualifié le moratoire de "manœuvre électorale pour tenter de gagner quelques voix". S'il arrivait au pouvoir, il a promis sur Twitter un "vrai changement", avec l'interdiction définitive de cette technique.

Pourquoi le gouvernement n'a pas opté pour une interdiction ? "Parce que ça reste une énorme opportunité pour le Royaume-Uni", a répondu Andrea Leadsom au micro de la BBC samedi.

"David contre Goliath"

Le Royaume-Uni avait soutenu la fracturation hydraulique dans l'espoir de réduire sa dépendance envers le gaz, importé essentiellement de Norvège et du Qatar.

INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

La France cherche à se distinguer de son "concurrent" chinois

La France souhaite orienter ses financements vers les PME et l'environnement, et moins sur les infrastructures.

La France cherche à se distinguer de ses concurrents en Afrique, principalement la Chine, en orientant, désormais, ses financements vers les PME et l'environnement, et moins sur les infrastructures, ont affirmé des intervenants au second forum Ambition Africa, à Paris.

"Il s'agit de se distinguer de nos concurrents, ou ceux qui sont présentés comme tels, dont la part de marché s'est fortement accrue au cours des dernières années", a expliqué Christophe Lecourtier, directeur général de Business France, organisatrice du forum qui s'achève ce jeudi.

Pour le responsable de cette agence du gouvernement français chargée de l'accompagnement des entreprises à l'international, l'enjeu pour Paris consiste, désormais, à soutenir un développement en Afrique "qui ne soit pas prédateur, pas uniquement d'exportation ou de construction phy-

sique d'infrastructures".

Il a ainsi cité plusieurs secteurs où les entreprises françaises pourraient apporter des "solutions" en Afrique : la ville durable, l'énergie et la transition énergétique, l'agroalimentaire ou encore la couverture santé. Lors de son intervention à Ambition Africa, le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, a donné les lignes directrices de ces nouvelles relations économiques, rappelant les engagements pris par le président Emmanuel Macron lors de son déplacement au Burkina Faso il y a deux ans.

"Notre projet, c'est de faciliter le développement économique de l'Afrique par les PME, par les entreprises et par l'esprit entrepreneurial", a-t-il affirmé, rappelant que la France a choisi de consacrer 2,5 milliards d'euros au financement des PME africaines, soit un milliard en fonds propres et 1,5 milliard en dettes et en garanties.

Selon ses chiffres, les PME africaines manquent de financement à hauteur de 350 milliards d'euros. Face à cette

forte demande, Bruno Le Maire souhaite que la France devienne "la plateforme du capital investissement vers l'Afrique". Le ministre a insisté également sur le besoin pour les investissements français d'être "exemplaires", afin d'éviter des cas de corruption ou pour préserver l'environnement.

"Il est indispensable que ces investissements soient durables et que nous fassions attention à ce que nos financements soient exemplaires sur la lutte contre les financements illicites, contre la corruption, en matière de lutte contre le réchauffement climatique", a-t-il affirmé.

Bruno Le Maire a également insisté sur le besoin de cohérence entre les investissements en Afrique et la politique environnementale française : "Aller financer des investissements qui accélèreraient le réchauffement climatique alors que le continent africain est de l'un de ceux qui en souffrent le plus directement dans sa chair, ce serait absurde", a-t-il assuré.

Le gouvernement conservateur avait escompté en 2016 l'ouverture de 20 puits d'ici à mi-2020. Or, à ce jour, seuls 3 ont été forés, sans qu'aucune exploitation de gaz de schiste ait débuté et sans que les pouvoirs publics sachent quelles quantités pourraient être extraites à terme, a souligné dans un rapport récemment le National Audit Office (NAO), organe chargé de contrôler les dépenses publiques. Le site de Preston New Road est le seul projet de fracturation hydraulique en cours au Royaume-Uni. Rebecca Newsom, cheffe de programme au sein de Greenpeace, a estimé dans un communiqué que "le grand pari du gouvernement sur la fracturation hydraulique est un fiasco". Le directeur exécutif de l'ONG environnementale Les Amis de la Terre, Craig Bennett, a qualifié le moratoire de "victoire immense pour les populations et pour l'environnement". "Pendant près d'une décennie, les populations locales partout dans le pays ont mené un combat de David contre Goliath contre cette industrie puissante", a-t-il souligné, espérant maintenant qu'une loi rendra l'interdiction de la fracturation hydraulique permanente.

POUR 2,1 MILLIARDS DE DOLLARS

Google annonce le rachat de Fitbit

Des bracelets Fitbit exposés dans une boutique, le 30 janvier 2017 à Los Angeles. La transaction entre le géant américain et la marque de bracelets connectés devrait être conclue en 2020. Le géant Google a annoncé ce vendredi le rachat de Fitbit, un des leaders mondiaux des objets connectés spécialisés dans le fitness, pour quelque 2,1 milliards de dollars, selon un communiqué de Google. La transaction devrait être conclue en 2020, explique Google, qui insiste particulièrement sur l'excellente réputation de Fitbit, notamment en matière de protection des données. À Wall Street, le titre de Fitbit décollait de 17 % dans les échanges électroniques, quelques minutes avant l'ouverture de la Bourse new-yorkaise. Le cours de l'action, à 7,23 dollars, restait toutefois inférieur à celui investi par Google, qui a déboursé 7,35 dollars par action pour cette acquisition.

Google est le partenaire idéal pour mener à bien notre mission. "Grâce aux ressources de Google et à sa plateforme mondiale, Fitbit va pouvoir accélérer l'innovation dans le domaine des objets connectés, faire de plus grandes économies d'échelle et rendre les outils de santé encore plus accessibles à tous", a réagi le co-fondateur et directeur général de Fitbit, James Park, dans un communiqué.

CHANGEMENTS SOCIAUX EN ALGÉRIE APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Des historiens en parlent au Sila

Des historiens algériens et français ont abordé, lors d'une rencontre vendredi à Alger, les changements sociaux intervenus en Algérie après la Première Guerre mondiale ainsi que les prémices d'une prise de conscience de la société algérienne face au colonialisme français.

Organisée en marge du 24^e Salon international du livre d'Alger (Sila), ouvert jeudi, la rencontre a réuni les historiens Malika Rahal, Abdelmadjid Merdaci, Fouad Soufi et le Français Olivier Le Cour Grandmaison autour du thème "1919 : l'Algérie face aux défis de sa liberté et du siècle". L'historienne et chercheur Malika Rahal a évoqué la loi modifiant le statut juridique des indigènes d'Algérie, dite loi Jonnart, qui a "octroyé certains droits" à quelque 180.000 Algériens enrôlés pendant la Première Guerre mondiale (1914-1918). Cette loi fixe "les conditions d'accession à la citoyenneté" dont celle d'avoir pris part à une campagne de guerre et ouvre certaines fonctions administratives aux Algériens, rappelle l'historienne qui souligne l'apparition, dès les années 1920, de



publications éditées par des associations et clubs fraîchement créés. Pour sa part, le politologue français Olivier Le Cour Grandmaison, spécialiste de l'histoire coloniale, a abordé la naissance de l'International communiste en 1919 et qui a pris position contre l'impérialisme colonial de la France et du Royaume-Uni. Pour le politologue, l'image des gouvernements européens a été sérieusement écornée après le premier conflit mondial qui a "mis la supériorité technique de l'Europe au service d'une guerre industrialisée". Pour l'historien Fouad Soufi, cette période a introduit des changements sociaux "anecdotiques", mais "significatifs", touchant les habitudes vestimentaires et alimentaires des Algériens. Ces mutations seront observées, dira-t-il, dans le milieu des ouvriers agricoles, mais aussi suite à

l'apparition du salariat et du syndicalisme, ce dernier donnant rapidement lieu aux contestations d'ordre social et à une forme d'organisation de la société civile. Abdelmadjid Merdaci rappellera, à ce propos, que cette période a connu un mouvement migratoire interne et un début d'"urbanisation" accompagné de la création d'associations et de "clubs musulmans" dans des villes comme Alger, Tlemcen et Constantine. D'autres rencontres thématiques, dont un podium dédié aux jeunes écrivains et des conférences sur la littérature et le théâtre, la poésie melhoun et autre bande dessinée sont également au programme du salon. Le 24^e Sila est ouvert au public tous les jours de 10 h à 19 h jusqu'au 9 novembre au Palais des expositions des Pins-Maritimes.

FESTIVAL NATIONAL DES TROUPES DE FANFARE

La troupe El Hilal remporte le titre

La troupe de fanfare El Hilal de M'sila a remporté le titre de la 2^e édition du Festival national des troupes de fanfare clôturée samedi à Chlef. Selon les résultats annoncés par le jury de ce festival, au niveau de la maison de la culture, à l'issue de la phase finale des compétitions, la première place du podium est revenue à la troupe de M'sila, suivie en 2^e position par celle d'Alger, puis celle de Tipasa en 3^e place. "Ce titre est largement mérité, au regard des efforts consentis par tous les membres de notre troupe et leur respect des règles de la compétition", a estimé, à l'occasion, Mohamed, un membre de cette troupe de fanfare de M'sila. Il n'a pas manqué de

souligner "le haut niveau de compétitivité ayant prévalu entre les troupes participantes". Mettant en avant le "haut niveau de la compétition, à travers l'excellente interprétation des différentes tonalités musicales", le chef du service des activités auprès de la Direction de la jeunesse et des sports (DJS) de la wilaya, Laïd Djoudi, s'est félicité de l'"importante affluence du public local à ce festival, ayant coïncidé avec la célébration des festivités du 1er Novembre", a-t-il indiqué. En effet, un public des grands jours a assisté aux différentes fanfares animées, jeudi et samedi, par les troupes partici-

pantes. Un engouement reflétant, selon les organisateurs, "un intérêt significatif pour ce genre musical, hautement symbolique et historique, car généralement lié aux chants patriotiques et révolutionnaires", est-il assuré. "Ce festival se veut une opportunité pour diffuser la culture de la fanfare chez les jeunes, parallèlement à la diversification de la scène artistique locale", ont ajouté les organisateurs. Il s'agit là du 2^e titre consécutif de la troupe de fanfare de M'sila, qui a déjà remporté la première édition de ce festival en 2018. Le nombre de troupes participantes est passé à 17 cette année, contre 14 troupes en 2018.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'INCHAD À CONSTANTINE

Aux rythmes des chants patriotiques

La 8^e édition du Festival international de l'Inchad s'est ouverte, jeudi soir, à Constantine au Théâtre régional, TRC-Mohamed Tahar-Fergani aux rythmes de chants patriotiques, exécutés par l'artiste tunisienne, Aya Deghnoudj. L'événement culturel international coïncidant cette année avec la commémoration du 65^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération a été l'occasion pour chanter l'Algérie et sa longue lutte pour recouvrer son indépendance. Aya, accompagnée par l'Orchestre symphonique national a interprété *Min aje-rika ya watani, Ya thaourate al ahrar, Aid El Karama* et bien d'autres œuvres, accueillies avec enthousiasme par un

public conquis qui a répliqué en applaudissant à tout rompre. L'artiste, qui se produit pour la première fois en Algérie s'est dit "honorée" de fêter avec les Algériens la joie d'une date-symbole de liberté et de souveraineté. Le mouchid Abdldjalil Akhrouf, un habitué du festival a pris le relais et donné libre cours à son talent en interprétant *Qalbi ya bladi la yensek, Ya Mohamed mabrouk alik, Ghomri* ou encore *Yahyaou ouled bladi* plongeant l'assistance dans une atmosphère de spiritualité et d'amour du pays. A l'ouverture de ce Festival international qui s'est poursuivi jusqu'à hier dimanche, la déclaration du 1^{er} Novembre

1954 a été lue par le directeur local des moudjahidine. En plus de l'Algérie qui présentera ses meilleurs mouchidine, la Syrie, le Maroc, la Tunisie et, pour la première fois, le Sénégal ont pris part à cette manifestation culturelle. A minuit, les autorités locales civiles et militaires qui étaient présentes au théâtre accompagnées de moudjahidine et de citoyens ont levé les couleurs à la Place des martyrs jouxtant le TRC, alors que résonnait l'hymne national, des gerbes de fleurs ont été déposées suivies de la lecture de la Fatiha à la mémoire de nos valeureux combattants tombés au champ d'honneur pour la libération de notre pays du joug colonial.

3^{es} JOURNÉES
D'ARTS PLASTIQUES

Tissemsilt perpétue la tradition

La troisième édition des journées d'arts plastiques s'est ouverte jeudi à la maison de la culture Mouloud Kacem-Naït Belkacem de Tissemsilt sous le slogan "La plume d'or". Initiée par l'établissement culturel à l'occasion de la célébration du 65^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération nationale, la manifestation a enregistré la participation de plus de 20 artistes plasticiens et amateurs de plusieurs communes de la wilaya. Les artistes participants ont exposé des toiles mettant en exergue la lutte du peuple algérien durant la guerre de Libération, les traditions et coutumes de la société, des paysages et des sites naturels attrayants des régions du pays ainsi que des miniatures et des tableaux de calligraphie arabe. La première journée de la manifestation culturelle, dont le coup d'envoi a été donné par le wali, Salah el-Affani, a été marquée par une forte présence de jeunes intéressés par les arts plastiques. Parallèlement à ce rendez-vous culturel, des livres, des revues et magazines abordant l'histoire de la Guerre de libération nationale ont été exposés de même que des biographies de moudjahidine. En marge de la manifestation, qui a duré trois jours, deux concours du meilleur tableau et du meilleur résumé d'un ouvrage ont été organisés au profit des adhérents aux ateliers d'arts plastiques et à la bibliothèque de la maison de la culture Mouloud Kacem-Naït Belkacem de Tissemsilt.

SILA 2019

Ooredoo sponsor du Salon du livre d'Alger

Poursuivant sa politique d'accompagnement des événements culturels, Ooredoo est fière de participer, en tant que sponsor, à la 24^e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila 2019), qui se tient du 30 octobre au 9 novembre 2019 au Palais des expositions, Pins Maritimes-Alger. Organisé sous l'égide du ministère de la Culture, ce plus important rendez-vous livresque de l'année en Algérie, qui a ouvert ses portes aux amoureux du livre et de la lecture le mercredi 30 octobre 2019, est placé cette année sous le slogan "Le Livre un continent". Devenu une étape dans l'agenda littéraire mondial, le Sila 2019 réunit professionnels et grand public, ainsi qu'un grand nombre d'éditeurs algériens et de maisons d'édition de renommée internationale. Ce salon connaît également un engouement croissant de la part des visiteurs, de plus en plus nombreux, à se rendre dans les stands des maisons d'édition en quête de nouveautés et des dernières œuvres littéraires et scientifiques. Outre sa participation en tant que sponsor, Ooredoo est présente à ce 24^e Salon du livre à travers un stand au niveau duquel des commerciaux proposent les diverses offres et solutions Ooredoo aux visiteurs. A travers sa participation à ce carrefour culturel et littéraire, Ooredoo réaffirme son engagement dans la promotion de la culture et du savoir en Algérie.

ARSENAL

Pour Emery, la menace Mourinho se précise

En difficulté à Arsenal, le manager Unai Emery semble de plus en plus menacé. Le club londonien envisagerait sérieusement de le licencier et d'installer José Mourinho, qui aurait fait bonne impression lors d'un premier entretien cette semaine.

José Mourinho aurait rencontré un dirigeant d'Arsenal cette semaine. Unai Emery passera-t-il l'hiver ? Inutile de poser la question aux supporters d'Arsenal. Depuis quelques semaines, le public de l'Emirates Stadium ne cache plus sa colère contre le manager. Et la situation ne fait qu'empirer au fil des contre-performances. Ce samedi, les Gunners ont été accrochés à domicile par Wolverhampton (1-1), soit leur troisième match consécutif sans victoire en Premier League. Mourinho, plus qu'une rumeur ? Résultat, en cas de victoire de Leicester City sur le terrain de Crystal Palace, hier



dimanche, Arsenal pourrait déjà se retrouver à 6 points du Top 4 après 11 journées. Dans ces conditions, on peut comprendre la réaction des fans et l'impatience de la direction, qui envisagerait sérieusement de

licencier l'Espagnol. On parle en effet d'une possible arrivée de José Mourinho. Une rumeur qui peut paraître folle, compte tenu du profil du "Special One", réputé pour sa philosophie défensive et en contra-

diction avec le jeu des Gunners. Il faut aussi rappeler que le Portugais a l'habitude de travailler dans des clubs aux gros moyens financiers, avec des effectifs taillés pour atteindre les sommets. Pas sûr que les deux parties soient vraiment compatibles... Et pourtant, The Times rend l'information plus crédible ce dimanche. Car, selon nos confrères britanniques, le directeur du football Raul Sanllehi a dîné cette semaine avec l'ancien manager de Manchester United, qui habite à Londres depuis son éviction en décembre 2018. Le Portugais a fait bonne impression. L'occasion pour lui de présenter ses plans pour relancer les Gunners. On ignore ce que le technicien libre a bien pu présenter. En tout cas, son discours aurait impressionné son interlocuteur. Rien de très rassurant pour Emery, qui pourrait prendre la porte pendant la prochaine trêve internationale, dans une semaine. D'ici là, l'entraîneur du Paris Saint-Germain affrontera Guimarães en Europa League mercredi, et Leicester City en championnat samedi. Avec la menace Mourinho au-dessus de la tête...

BAYERN

L'humiliation de trop à Francfort ? Neuer fragilise un peu plus Kovac

Le Bayern Munich a vécu une humiliation sur la pelouse de l'Eintracht Francfort (1-5), samedi. Alors que l'entraîneur Niko Kovac est menacé, son gardien Manuel Neuer a poussé un coup de gueule. Et l'international allemand vise tout le monde, même son coach. Le 7-2 infligé à Tottenham en Ligue des Champions le 1er octobre dernier, avait donné l'impression que le Bayern Munich pouvait tout écraser sur son passage cette saison. Depuis, la machine s'est enrayée et le club bavarois vient d'encaisser une giflée monumentale contre l'Eintracht Francfort (1-5), samedi. Réduit à dix très tôt dans la partie, après l'expulsion de Jérôme Boateng dès la 9e minute, le Bayern a affiché un visage très inquiétant. "Même si nous avons longtemps évolué en infériorité numérique, encaisser cinq buts est inacceptable, a lancé Manuel Neuer après la rencontre.

Mais quand on voit nos récentes performances, ce résultat n'est finalement pas si surprenant". Le Bayern n'a pris que quatre points lors des quatre dernières journées de Bundesliga. Battu par Hoffenheim (1-2) le 5 octobre, il avait ensuite concédé le nul face à Augsburg (2-2), avant de se relancer contre l'Union Berlin (2-1), puis de rechuter ce week-end, donc. Entre-temps, les victoires décrochées dans la douleur contre l'Olympiakos (3-2), en Ligue des Champions, et Bochum (2-1), en Coupe d'Allemagne, n'avaient pas rassuré, et le président Karl-Heinz Rummenigge avait récemment haussé le ton pour réclamer une meilleure attitude. "Il faut que nous nous remettions tous en cause, joueurs et entraîneur compris", assène Neuer. L'international allemand a donc décidé de ne pas épargner son coach Niko Kovac, qui se retrouve forcé sur la sellette

après de tels résultats. Déjà vivement critiqué la saison dernière, le technicien croate se veut toujours combattif. "Il y a un an, nous avons la même situation et nous avons fini la saison avec le doublé. Je ne suis pas du genre à lâcher. Je vais me battre", a-t-il assuré hier, pointant ensuite du doigt ses joueurs : "Notre problème, ce n'est pas notre schéma tactique, mais l'attitude des joueurs". Pas sûr que ses propos passent bien dans le vestiaire... La question est désormais de savoir si Kovac sera toujours sur le banc pour les prochains matchs contre l'Olympiakos et Dortmund. Le calendrier n'est peut-être pas propice à un changement immédiat. "Les prochains jours seront très agités", promet néanmoins Neuer. Quatrième de Bundesliga, le Bayern réalise son plus mauvais début de saison depuis neuf ans.

BARÇA

Koeman assure qu'il ne peut pas quitter les Pays-Bas avant l'Euro

Le sélectionneur des Pays-Bas, Ronald Koeman, a confirmé que son contrat de sélectionneur possédait une clause lui permettant de rejoindre Barcelone, si le club le lui demandait. Mais pas avant l'Euro 2020. Une clause révélée le mois dernier par le directeur du football de la Fédération néerlandaise, Nico-Jan Hoogma. Koeman a disputé 264 matches en six saisons sous le maillot du club blaugrana durant les années 1990, et serait le seul club en mesure de le convaincre de quitter la sélection. "Cette révélation était un peu malchanceuse de la part de Nico-Jan, a-t-il déclaré à Fox Sports. Disons le gentiment. Ça n'aurait

pas dû arriver et on en a parlé. Tu nourris une rumeur qui n'est pas intéressante. Quand j'ai rejoint l'équipe nationale, ils m'ont demandé s'il fallait ou non partager l'info avec tout le monde, mais un peu de mensonge ne me dérange pas de temps en temps". "La clause n'implique pas que Barcelone et n'est valable que pendant un moment après l'Euro 2020. Je ne pars pas maintenant. C'est sûr à 100%". L'actuel entraîneur du Barça, Ernesto Valverde, est sous pression notamment depuis l'élimination en Ligue des champions contre Liverpool, et ce malgré la première place de son équipe après 12 journées. S'il

a admis vouloir entraîner à nouveau un club, Koeman reste concentré sur l'objectif de qualifier les Orange pour leur premier tournoi majeur depuis 2014. "Je pense que vous vous engagez comme sélectionneur, pour une période de deux ans," ajoute Koeman. "Après l'Euro, il y aura une évaluation et peut-être qu'on me dira : 'on a pas fait assez bien dans le tournoi, on ne continue pas'. Mais j'ai l'opportunité de partir pour un club, un seul club. Je peux dire que je ne quitterai pas l'équipe nationale pour n'importe quel autre club du monde. J'ai dit à plusieurs reprises que c'était mon club de rêve."

MANCHESTER CITY

Guardiola : "Parfois Mané plonge"

L'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, a quelque peu fait monter la pression à une semaine du choc au sommet de la Premier League, entre Liverpool et les Citizens. Le technicien espagnol a pointé du doigt Sadio Mané, l'accusant d'avoir l'habitude de plonger. Les deux équipes se sont imposées dans la difficulté, en remontant un but de handicap ce samedi en championnat et l'écart en tête du classement reste donc inchangé. Dimanche prochain, le 10 novembre, les Skyblues seront en déplacement à Anfield. "Parfois, [Mané] plonge, parfois il a ce talent de marquer des buts incroyables à la dernière minute", a-t-il déclaré à Sky Sports. "Une nouvelle victoire serrée de Liverpool ? Cela arrive une fois, deux fois, nous étions chanceux", mais cela est arrivé de nombreuses fois ces deux dernières saisons. Ils ont un caractère spécial pour faire ça. Nous nous regardons nous-mêmes, nous savons quelle équipe nous affrontons." Pour revenir à sa propre équipe, Guardiola a estimé que la rencontre contre Southampton avait été moins serrée que le score ne le laissait penser. "Nous avons très bien joué, de la première minute jusqu'à la fin. Nous nous sommes créés un nombre incroyable d'occasions. Nous étions sous pression mais nous l'avons fait". "Nous sommes restés calmes et patients. Nous savons que nous aurons toujours des occasions. J'ai dit [aux joueurs] à la mi-temps, de continuer comme ça, que c'était la seule façon. Il n'y avait pas d'espace, c'était presque impossible, mais nous l'avons fait et j'en suis ravi." Avant de se retrouver en championnat, les deux équipes seront en action sur la scène européenne cette semaine, respectivement contre Genk et l'Atalanta Bergame.

FOOTBALL, MISE À JOUR DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

Les Canaris visent le podium

Deux matchs de mise à jour du calendrier du championnat de Ligue 1 de football sont au programme aujourd'hui, où la JS Kabylie tentera de prendre une place sur le podium en battant l'USM Bel-Abbès, alors que l'USM Alger accueillera la JS Saoura dans un duel qui s'annonce, a priori, à son avantage.

PAR MOURAD SALHI

Les Canaris, qui ont retrouvé la joie de gagner et redonner par la même occasion le sourire à leurs supporters, veulent une place sur le podium. Les Kabyles, qui restent sur une victoire face à l'AS Ain M'lila (1-0), tentera aujourd'hui de confirmer face au mal classé, l'USM Bel-Abbès.

Les coéquipiers du capitaine Walid Bencherifa, qui totalisent 13 points, sont désormais à une victoire du podium. "Sincèrement, ce qui nous intéresse ce sont les victoires pas forcément le classement. Nous sommes au début du Championnat et beaucoup de choses peuvent arriver d'ici la fin.

Nous avons un match important à jouer à Bel-Abbès. Nous allons essayer de l'emporter pour confirmer notre dernière victoire. Cela reconfortera davantage le moral des joueurs avant de renouer avec la compétition continentale. Nous allons faire de notre mieux pour l'emporter", a



indiqué l'entraîneur français des Canaris, Hubert Velud.

Côté effectif, hormis l'absence du gardien Abdelkader Salhi, le club phare de Djurdjura se présentera à Bel-Abbès avec tous ses atouts. Le technicien français continue à tester certains joueurs dans des postes bien précis pour avoir une idée avant de renouer avec les matchs de la phase des poules de la Ligue des champions.

En face, l'USM Bel-Abbès, qui occupe l'avant-dernière place au classement, n'a plus droit à l'erreur. L'USMBA aura une belle opportunité sur ses bases et devant son public pour empocher la totalité des points et grimper quelques marches au classement général. Un succès lui permet de se hisser à la 9^e place.

L'autre match de cette mise à jour aura lieu au stade Omar-Hamadi à Bologhine et mettra aux prises l'USM Alger et la JS Saoura. En dépit des difficultés, les Rouge et Noir ont réussi à relever le défi. La crise qui secoue le club et la défection de trois

points n'ont pas arrêté les gars de Soustara dans leur élan.

Après deux victoires de suite, face respectivement le CABBA (3-1) et le NC Magra (1-2), les coéquipiers de Koudri ne jurent que par une troisième victoire, ce qui va leur permettre de se rapprocher du podium. L'entraîneur du club Billal Dziri est en train de booster ses joueurs dans ces moments les plus difficiles.

"C'est un match difficile mais important pour nous. Nous avons une belle opportunité à domicile pour ajouter trois points à notre escarcelle. Cela va reconforter davantage le moral des joueurs ainsi que des supporters. Nous allons faire de notre mieux pour enchaîner un autre résultat positif", a indiqué le coach Billa Dziri.

De son côté, la JS Saoura, qui se trouve à la 4^e place avec 13 points, aspire également à une place sur le podium. Les gars du sud du pays ne comptent pas se présenter dans la capitale pour faire du tourisme, mais ils sont attendus à sortir le grand jeu pour revenir avec un bon

exploit. Certes, sur le papier, l'USM Alger est favorite dans ce match qui se jouera sur ses bases et devant son public, mais dans un match de football, tout reste possible.

M. S.

FRANCE

Delort buteur face à Oukidja

Duel entre champions d'Afrique avec d'un côté le gardien de Metz, Alexandre Oukidja, et de l'autre l'attaquant de Montpellier, Andy Delort. Metz et Montpellier se sont séparés sur un match nul 2-2. Les Lorrains peuvent avoir des regrets en n'ayant pas conservé leurs deux buts d'avance. Metz laisse la dernière place à Nîmes alors que Montpellier se classe 8^e.

Mené 2 à 0 à la mi-temps, Montpellier va se rebeller par l'intermédiaire de son international algérien Andy Delort qui, à la 72', lancé par un long ballon, l'attaquant résiste à Sunzu dans la surface de réparation de Metz puis trompe Oukidja et relance sa formation. Sambia égalisera pour les Pailladins, six minutes plus tard. Il s'agit du 4^e but de la saison en championnat pour Andy Delort. A noter que Farid Boulaya est entré en jeu à la 80^e à la place de l'international Zambien Sunzu.

QATAR

Boundedjah passeur, Al Sadd s'incline lourdement

Pour le choc de la journée au Qatar, Al Sadd s'est incliné lourdement face à la belle équipe d'Al Duhail dans un match qui a tenu toutes ses promesses.

L'international algérien Baghdad Boundedjah a été actif comme à son habitude et il a réussi à être décisif à la 14^e minute du jeu lorsqu'il a donné une merveille de centre pour son coéquipier Al Haidos qui a mis la balle au fond des filets.

Le buteur algérien a essayé d'inscrire un but durant cette rencontre mais derrière il y avait un Benatia dans un grand jour ainsi que le gardien international qatari Amine Lecompte.

Malgré un début de match fort de la part d'Al Sadd, les protégés de Xavi se sont finalement inclinés sur un score lourd de 4 - 1 qui laisse Al Sadd à la 4^e place avec deux matchs en moins.

LIGUE 2 : 11^e JOURNÉE

L'O Médéa solide leader

L'Olympique de Médéa a conforté sa position de leader du Championnat national de Ligue 2 à la suite de sa victoire glanée à Béjaïa, face à la JSMB (1-2), ce samedi à l'occasion de la 11^e journée.

La logique a été parfaitement respectée dans le match des extrêmes, JSMB-OM. Sur le terrain du premier prétendant à la relégation, les Olympiens ont négocié ce déplacement avec brio en ramenant les trois points de la victoire.

Cependant, gagner chez l'avant-dernier au classement ne fut pas une tâche facile pour les poulains de Cherif Hadjar. En effet, les gars de la Soummam ont été les premiers à prendre l'ascendant grâce à Maâmar Youcef (26'). Toutefois, les visiteurs ont égalisé juste avant la pause par

l'entremise de Khelfellah (45') avant de laisser le soin à Lakroum de repasser devant juste après l'heure de jeu (66').

À la faveur de ce 3^e succès de rang, l'OM consolide sa place de leader avec 25 points. Quant à la JSMB (15^e - 6 pts), les Vert et Rouge s'enfoncent dans la spirale des résultats négatifs.

De son côté, le WA Tlemcen (2^e - 22 pts) n'a pas raté l'occasion de la visite de la lanterne rouge pour gagner et ainsi rester dans le sillage de l'OM. Face à l'USM El Harrach, les Tlemcéniens se sont imposés sur le score de 2 buts à 0 grâce à un doublé de Bouguèche (45'+1, 75').

Dans la seconde moitié du tableau, la bonne opération du jour est à mettre à l'actif de l'Amel Bou-Saâda. Hôte du

DRB Tadjenanet, l'AB est parvenue à s'imposer sur le score de 3 buts à 2, à l'issue d'un match à rebondissements.

Ce succès permet à l'Amel Boussaâda de porter son total à 13 unités (11e), à égalité de points avec le MC Saïda et le MO Béjaïa. Ces derniers se sont affrontés cet après-midi sans pouvoir se départager (0-0). Le derby de l'Est, JSE Skikda-USM Annaba, n'a pas connu de vainqueur également. Les deux voisins se sont quittés sur le score de un but partout (1-1).

Pour sa part, le MC El Eulma (14^e - 12 pts) a raté, lui aussi, sa sortie à domicile. Les Eulmis enchaînent avec un troisième match sans victoire après avoir été tenus en échec par le RC Relizane (0 - 0).

APS

ES SÉTIF

"Je ne suis pas responsable de la situation actuelle du club"

Le président de l'Entente sportive de Sétif, Fahd Halfaya, a affirmé, samedi, qu'il n'était pas responsable de la situation actuelle du club qui évolue en Ligue 1 de football. Dans une déclaration à l'APS, Halfaya a considéré que sa mission à la tête du club s'apparente à "un suicide" surtout que le club, après 9 journées de championnat, est lanterne rouge avec l'USM Bel-Abbès et le Paradou AC mais avec deux matchs retards pour ces deux clubs, à quoi s'ajoutent la menace de se voir retirer 9 points par la FIFA à cause de

l'affaire du joueur malgache Ibrahim Amada, le départ de 85 % de joueurs clés et une préparation d'inter-saison chaotique. Il a également soutenu n'avoir ni libéré ni recruté aucun joueur, ajoutant que le transfert de Miloud Rabie vers le MCA avait été décidé avant son arrivée.

Halfaya a également affirmé qu'après les priorités que furent le règlement de la question des salaires en suspens des joueurs et de l'affaire d'Amada, son premier acte a été de faire appel à l'entraîneur tunisien Nabil El-Kouki pour remet-

tre le club sur rail. Le président de l'ESS a appelé, en outre, les supporters à soutenir en cette phase "périlleuse" le club qui a besoin de ses loyaux fans qui furent le passé à l'origine "de soubresauts" de l'Entente exprimant ses regrets de voir le club évoluer à domicile devant des gradins désertés.

Halfaya a exprimé sa confiance dans la formation actuelle qui sera renforcée, a-t-il assuré, par 4 ou 5 joueurs durant le prochain mercato d'hiver.

APS



www.EMPLOIPARTNER.com

Votre site de recrutement en ligne

Offres d'emplois

<p>Référence : Emploipartner-1406 Poste : Emploi Partner recrute pour BT MATMEDCO UN DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Directeur commercial et marketing a une double mission de stratégie et management. D'une part, il développe une stratégie relative à l'ensemble des produits issus de l'entreprise, en élaborant des plans marketing (analyse du marché, détermination des cibles, choix des axes publicitaires), en adaptant constamment ses plans par rapport à l'évolution du marché, en concevant et mettant en place des actions promotionnelles destinées à développer les produits et à optimiser les ventes. D'autre part, il doit manager son équipe pour assurer le développement du chiffre d'affaires, l'augmentation de la productivité et le rendement de chacun. Au quotidien, il forme et anime les équipes commerciales et marketing dont il fixe les objectifs et suit les réalisations. Il coordonne les études marketing, supervise les processus de communication, l'administration des ventes, travaille à la création et au lancement de nouvelles offres, se met en quête d'éventuels clients <p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse les études et les remontées d'informations du terrain issues de la force commerciale et technique, pour mieux cerner les tendances et les composantes du marché et son évolution Evalue le positionnement de la société sur le marché, Suit l'amélioration de l'évolution des parts de marché, Définit les moyens adéquats pour développer l'offre de la société et la réalisation des objectifs: structuration de la force de vente, outils d'aide à la vente, administration des ventes, Veille au bon dimensionnement de l'équipe commerciale et recrute le cas échéant en collaboration avec le RH des stagiaires pour la réalisation de missions ponctuelles et de marketing Détermine les meilleurs arguments et les meilleurs supports à utiliser tenant compte de l'environnement et du marché puis propose à la DG une stratégie de communication adaptée Participe à l'élaboration et valide les outils d'aide à la vente (argumentaire, outils promotionnels...) Définit les modalités d'assistance et conseil pertinents aux clients Coiffe et valide l'élaboration des kits de communication, Participe à la réalisation des publications (bulletins, plaquettes...) Veille à la diffusion des supports d'information, Prend en charge l'organisation d'événements visant à promouvoir l'offre de la société : salons, séminaire... Manage et supervise les processus de ventes, de lancement et de communication des produits Suit l'avancée des produits concurrents et met en œuvre des approches marketing et commerciales adaptées et innovantes Suit et valide l'analyse de la concurrence et la traduit en outils opérationnels Conçoit et met en place des actions promotionnelles destinées à développer la commercialisation du produit et à optimiser les ventes Suit les campagnes publicitaires et promotionnelles, Propose la nature et les volumes des produits à lancer, maintenir ou abandonner Pilote et met en œuvre la politique commerciale Participe et coiffe le lancement de nouveaux produits ou services Identifie les cibles commerciales pertinentes pour la force commerciale et définit des objectifs individuels et/ou collectifs de développement du chiffre d'affaires Forme, encadre, motive son équipe et contrôle la performance de chacun afin d'augmenter sa productivité et développer ses compétences Dirige et anime la force commerciale : accompagnement des commerciaux sur le terrain, conseils réguliers sur l'approche commerciale... Fixe la politique tarifaire à appliquer à chaque client tenant compte des marges tolérées Définit les conditions de vente selon la solvabilité du client Elabore les stratégies de ventes offensives Assure la mise en œuvre des techniques de ventes Met en place un réseau de distribution Supervise les réseaux de vente et les circuits de distribution Assure le suivi des transactions commerciales et gère le chiffre d'affaire Développe et suit les grands comptes Mène les négociations délicates et/ou avec les clients stratégiques Suit les résultats commerciaux individuels et collectifs, et valide l'atteinte des objectifs Organise et coiffe les revues de cohésion et de remise à niveau pour tous les commerciaux, avec présentation des nouvelles gammes de produits, élaboration de concepts de vente innovants Participe à la formation et à l'intégration des nouveaux collaborateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Assure l'interface avec les autres Directions, notamment celles travaillant sur le budget (approvisionnement, finance, RH...) et veille à tout moment au respect des procédures Assure la tenue et la régularité de travail du ses collaborateurs Etablit une analyse des opérations des ventes opérées et l'évaluation des résultats par rapport aux objectifs assignés à la direction Assure le reporting auprès de la direction générale aussi bien sur les évolutions du chiffre d'affaires que sur la rentabilité de ses collaborateurs <p>Profil :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénieur commercial / licencié en sciences commerciales ingénieur en commerce extérieur/ médecin / pharmacien / biologiste 10 ans d'expérience Sens de communication Capacité de négociation et de persuasion Force de persuasion Rigueur, adaptabilité et mobilité Compétences managériales Sens de l'analyse Raisonnement inductif et déductif Doté d'esprit positif et créatif Focalisé sur les résultats grande résistance à la pression Capacité de détecter et de gérer les problèmes Maîtrise du français et de l'outil informatique Discrétion élevée et intégrité morale <p>Avantages :</p> <ul style="list-style-type: none"> LAPTOP MOBILE / FORMATIONS QUALIFIANTES & SEMINAIRES / DEPLACEMENTS A L'ETRANGER <p>Lieu de travail principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> Kouba 	<ul style="list-style-type: none"> Expérience sur un poste similaire souhaitée Dynamique disponible <p>Lieu de travail :</p> <p>Alger</p> <p>Référence : emploipartner- 1409 Poste : Emploi Partner recrute pour FILTRANS SPA UN DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE (CADRE DIRIGEANT).</p> <p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rattaché au président directeur général, vous encadrez l'équipe de la direction de l'administration générale, missions sont les suivantes: <ul style="list-style-type: none"> Assister le président Directeur Général dans la mise en œuvre des décisions de gestion, de coordination et de développement des activités relevant de son domaine de compétence ; Manager la direction, concevoir, proposer et mettre en œuvre les orientations stratégiques de ses différents services. Veiller au respect des règles juridiques de fonctionnement de l'administration et contribuer à l'amélioration des procédures internes de l'entreprise. Garantir la qualité juridique des actes de la société, participer à la rédaction de dossiers et d'actes administratifs transversaux en lien avec les services. Assurer une veille juridique, apporter un conseil aux services, alerter sur les risques juridiques et de contentieux dans l'entreprise. Superviser les procédures contentieuses, mesurer les enjeux et proposer des orientations. Supervise et contrôle la gestion des agences. Garantir l'organisation et le suivi des différents services et superviser le pré-contrôle de légalité des actes. Supervise et contrôle la Gestion du patrimoine de l'entreprise. Assurer le bon fonctionnement de la gestion des moyens généra <p>Compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau universitaire exigé et âgé de 45 ans au maximum Vous avez également des connaissances approfondies en législation et droit du travail Vous connaissez le fonctionnement et les procédures administratives Expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire Bonnes capacités de rédaction (français et arabe), l'anglais serait un plus Maîtrise parfaite de l'outil informatique Autonome, réactif et doté de fortes aptitudes rédactionnelles et relationnelles vous faites également preuve de qualités d'analyse, de synthèse et avez le sens du service public Bon manager, disponible et à l'écoute de vos agents, vous savez piloter une équipe pluridisciplinaire. <p>Lieu de travail :</p> <p>Alger</p>	<p>Lieu de travail :</p> <p>Alger.</p> <p>Référence : emploipartner- 1412 Poste : Emploi Partner recrute pour FILTRANS SPA DES COMMERCIAUX LOGISTIQUES</p> <p>Descriptif de poste:</p> <ul style="list-style-type: none"> Elaborer la proposition commerciale et arrêter avec le client les modalités du contrat de vente ou le devis Commercialiser la prestation transport logistique. Prospection, développement de nouveaux clients (exploitation des fichiers) Prospecter des opportunités du réseau, suivi des outils d'aide à la commercialisation afin d'identifier, détecter et développer des opportunités... Prospecter, développe et assure le suivi de la clientèle. Dans la négociation commerciale Satisfaire les besoins du client en lui assurant rapidité et sécurité dans le transport Répondre aux appels d'offres en étroite collaboration avec le directeur de la division Veille permanente de la concurrence au niveau local et national Reporting... <p>Capacités et expérience souhaitées:</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau universitaire exigé et âgé de 35 ans au maximum Formation en logistique internationale ou commerce internationale Au minimum 2 ans d'expérience Persévérance, bon relationnel Résistance au stress et capacité d'écoute sont nécessaires, afin de déceler les besoins des clients et répondre à la demande. <p>Lieu du travail:</p> <ul style="list-style-type: none"> Alger
<p>Référence : emploipartner-1411 Poste : Emploi Partner recrute pour FILTRANS SPA UN CADRE LOGISTIQUE</p> <p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Gérer le traitement logistique de la commande, assurer le suivi du transport en sachant réagir rapidement face aux aléas Suivi des commandes au départ de l'usine ou depuis des prestataires logistiques externes/fournisseurs Coordonner le suivi de la préparation avec différents services. Relation avec les transitaires pour planifier, réserver et organiser les transports Etablissement des documents liés au mode de transport Préparation de la documentation d'accompagnement de la marchandise Communication au client des détails de l'expédition + documents d'accompagnement Transmission des dossiers pour dédouanement au transitaire et en assurer le suivi Rapprochement fin de mois avec la comptabilité Tenue à jour des documents de gestion logistique Gérer les réclamations clients. <p>Profil :</p> <ul style="list-style-type: none"> Bac +04 ans de formation ou déclarant en douane. 03 à 04 ans d'expérience dans le domaine logistique ou transit. <p>Lieu de travail principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> Alger 	<p>Référence : emploipartner-1408 Poste : Emploi Partner recrute pour FILTRANS SPA UN RESPONSABLE HSE</p> <p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Prise en charge des exigences légales et réglementaires en matière de SIE. Coordination, suivi et reporting inter agences de la fonction SIE Supervision, contrôle et compte rendu sur les activités de surveillance et de gardiennage des sites de la société Montage et mise en forme du processus HSE Management et Pilotage du Processus de HSE. Mise en place du plan HSE. Pilotage de la veille réglementaire HSE et garantie de son application. Conception et confection d'indicateurs HSE et tableaux de bord Gestion et suivi des tableaux de bord HSE. Vulgarisation, Formation et sensibilisation autour du processus HSE <p>Profil :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ingénieur en HSE /Ingénieur contrôle qualité et normalisation/Hygiène et sécurité industrielle Formation supérieure en hygiène, sécurité et environnement. Expérience minimale 02 ans 	<p>Référence : emploipartner- 1410 Poste : Emploi Partner recrute pour FILTRANS SPA UN COORDINATEUR SIE (SÛRETÉ INTERNE D'ÉTABLISSEMENT)</p> <p>Missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Rattaché au Responsable HSE Coordinateur des structures de sûreté interne des agences Consolide les moyens humains et matériels des dispositifs à mettre à la disposition des SIE locales Coordonner les relations de la société de gardiennage Suivi des actions de plusieurs commissions (Inventaires, Créances Hygiène et sécurité) Autres activités sur la gestion du patrimoine. Veiller à l'application de la réglementation relative à l'hygiène et la sécurité du travail S'assurer de la mise en application des mesures de prévention <p>Compétences :</p> <ul style="list-style-type: none"> Niveau universitaire exigé et âgé de 45 ans au maximum Vous avez également des connaissances en Hygiène et sécurité Vous connaissez le fonctionnement et les procédures administratives Expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire Bonnes capacités de rédaction (français et arabe), l'anglais serait un plus Maîtrise parfaite de l'outil informatique Autonome, réactif et doté de fortes aptitudes rédactionnelles et relationnelles, vous faites également preuve de qualités d'analyse, de synthèse et avez le sens du service public. disponible 	<p>Référence : Emploipartner-1404 Poste : Emploi Partner recrute pour ATLAS COPCO ALGERIE UN DIRECTEUR DES FINANCES</p> <p>Missions:</p> <ul style="list-style-type: none"> Garantir la fiabilité et l'exactitude des informations comptables et des reporting de l'entreprise Analyse financière régulière. Gérer les relations avec les départements financiers et comptables de l'entreprise Gérer les relations avec les institutions financières, les auditeurs et tout autre acteur externe, Suivre les facturations, le recouvrement, Assurer le reporting mensuel/budget, Assurer l'application des règles comptables locales en fonction des besoins identifiés, Assurer le contrôle et le suivi de la trésorerie dans le respect des procédures de l'entreprise, Autoriser le paiement des fournisseurs Suivi de la gestion des stocks <p>Profil :</p> <ul style="list-style-type: none"> Expérience requise Au moins 2 à 3 ans d'expérience sur le même poste Expérience exigée en multinationale ou en entreprise privée <p>Diplôme requis</p> <ul style="list-style-type: none"> Licence en finances <p>Compétences</p> <ul style="list-style-type: none"> Maîtrise de l'anglais obligatoire (pour la communication avec le groupe, lecture, mail, téléconférence) Bonnes connaissances des systèmes de contrôle de gestion (en interne) Bonnes connaissances de la réglementation en vigueur (lois de finances, comptabilité, compétences analytiques Très bonnes connaissances en finances D'excellentes compétences interpersonnelles Doit être fiable pour maintenir une stricte confidentialité Aptitude aux présentations fréquentes Aptitudes à la communication verbale et écrite, Capacités de définir des priorités et respecter les délais Très bon sens de l'organisation, Aptitude à la prise de décision pour aux besoins du développement Excellent niveau dans la résolution des problèmes Compétences en informatique <p>Lieu de travail principal :</p> <ul style="list-style-type: none"> Alger / Route de Sidi Menif Tranche 3 Lot N°119 ZERALDA.
<p align="center">Comment répondre à nos annonces</p> <p align="center">Si l'une de nos offres d'emploi retient votre attention, faites-nous connaître vos motivations en nous adressant un C.-V avec photo + lettre de motivation en précisant votre réel intérêt pour ce poste, par mail, en vous rendant sur notre site :</p> <p align="center">www.emploipartner.com</p> <p align="center">Tel : 021 680 296/021 687 086</p> <p align="center">Fax : 021 298 595</p>			

Boulettes de viande hachée sauce tomate



Ingédients :
300 g de viande hachée
1 jaune d'œuf
1 gousse d'ail
Purée de tomates (500ml)
4 c. à s. de chapelure
1 oignon
1 pincée de noix de muscade
1 c. à c. d'origan
1 c. à c. de basilic
1 c. à s. de persil haché
20 g de margarine
Huile

Sel, poivre
Préparation :
Dans un plat, mettre la viande, la gousse d'ail écrasée, le jaune d'œuf, la chapelure et la noix de muscade. Saler et poivrer. Mélanger le tout et façonner de petites boulettes. Dans une poêle, faire chauffer un fond d'huile et y faire dorer à feu doux les boulettes (10min.). Réserver les boulettes sur du papier absorbant. Hacher finement l'oignon. Mettre à fondre, à feu doux, la margarine dans une casserole et y faire revenir l'oignon 2 min. Ajouter la purée de tomates, le basilic et l'origan. Saler et poivrer. Ajouter les boulettes. Couvrir et cuire à feu doux 30 min. en remuant de temps en temps. En fin de cuisson, saupoudrer de persil haché.

Pudding de potiron



Ingédients :
300 g de chair de potiron coupée en petits dés
1 demi-litre de lait + 3 c. à s.
80 g de sucre fin
1 paquet de vanille
3 c. à s. de farine de maïs
3 oeufs
60 g de sucre glace
1 pincée de sel
150 g de raisins secs

Préparation :
Porter le lait à ébullition, ajouter la vanille. Retirer du feu et laisser refroidir. Verser les cubes de potiron dans une casserole. Saupoudrer de sucre fin. Arroser d'un grand verre d'eau. Remuer et porter à ébullition. Couvrir et laisser mijoter 20 min, égoutter. Presser de manière à extraire un maximum de liquide et mixer. Séparer les blancs des jaunes d'œufs. Battre en neige les blancs additionnés d'une pincée de sel. Préchauffer le four à 160°. Ajouter la purée de portion dans la casserole et mélanger. Porter à ébullition. Délayer la farine de maïs dans les 3 c. à s. de lait froid et la verser dans la casserole. Laisser bouillir 2 min. sans cesser de remuer. Hors du feu, ajouter en fouettant les 3 jaunes d'œufs et les raisins égouttés. Terminer en incorporant, petit à petit, les blancs d'œufs et le sucre glace. Verser le pudding dans un plat beurré allant au four. Enfourner et cuire une petite heure.

AUSSI DÉLICIEUSE QUE CURATIVE

Gingembre : l'épice aux mille vertus

Dans la médecine traditionnelle le gingembre a tout bon : il soulage les maux d'estomac, les rhumatismes inflammatoires et une infinité d'autres maux.

Découvrez les secrets de cette épice.

Plante utilisée depuis des millénaires...

La racine de gingembre est utilisée depuis des millénaires en médecine traditionnelle chinoise pour stimuler la digestion. Cependant, dans la mesure où l'effet de la consommation de gingembre frais sur le processus de digestion n'a pas fait l'objet d'études cliniques bien contrôlées, davantage de recherches pourraient éventuellement mener à des conclusions plus précises sur le sujet.

Allié d'une bonne digestion

Une synthèse d'études pratiquées sur les animaux rendue publique démontre que le gingembre pourrait stimuler la sécrétion de bile et l'activité de différents enzymes digestifs, ce qui entraîne une digestion plus rapide des aliments. La quantité de gingembre utilisée dans ces études sont élevées et même supérieures à ce que pourraient consommer des populations reconnues comme

étant de grandes consommatrices d'épices, comme l'Inde.

Pour combattre les nausées

En 1999, l'Organisation mondiale de la santé a reconnu l'utilité du rhizome de gingembre pour lutter contre les nausées et les vomissements de la grossesse. Les substances contenues dans le gingembre joueraient un rôle dans l'effet antiémétique, en agissant entre autres sur la réduction des mouvements de l'estomac.

Un puissant anti-inflammatoire

La médecine ayurvédique indienne utilise le gingembre pour soulager les douleurs liées à l'arthrite et aux autres rhumatismes inflammatoires.

Consommation :

Il est conseillé de consommer du gingembre en poudre puisque 1g de gingembre séché équivaut à 10g de gingembre frais.



DÉCO D'INTÉRIEUR

Un salon en noir et blanc



Vous adorez le noir et blanc, mais vous ne savez pas comment l'utiliser ? Suivez les conseils pour faire entrer ces couleurs, syn-

onymes de pureté et d'élégance, dans votre intérieur.

Donner des nuances :

Il est important d'abord de ne pas se limiter au noir et blanc, pour éviter de tomber dans le baroque. Il faut nuancer, par exemple avec des gris : gris anthracite ou du gris perle. Pour dynamiser ce noir et blanc, vous pouvez aussi réaliser une "base" en noir et blanc et y ajouter une couleur franche, choisie selon vos goûts. Cela peut être du rouge, du fuchsia, du turquoise ou de l'argent. Très tendance aussi cet hiver, cette dernière teinte apporte une

touche de brillance intéressante.

Autre conseil : Évitez le graphisme à outrance. Vous aimez les papiers peints graphiques ? Choisissez-en un et tapissez un mur (et un seul) ou, mieux, ne mettez qu'un seul lé. Ajoutez une peinture dans des tons gris par exemple, et le tour est joué. Le graphisme, oui, mais en petites touches.

Mettre en valeur sa déco en noir et blanc ?

Pensez par exemple aux coussins. Ajoutez une touche de nature avec une belle orchidée blanche placée dans un vase noir. Choisissez la bonne lumière, évitez les halogènes, beaucoup trop forts, et qui vont accentuer la bichromie de votre déco. Optez pour des sources lumineuses à différentes hauteurs et à variateur. Enfin, lors du choix de vos ampoules, évitez celles qui diffusent une lumière trop blanche.

Astuces... Astuces... Astuces... S

Récupérer des outils rouillés



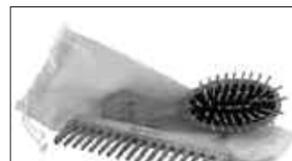
Retirez la rouille à l'aide d'une brosse métallique. Frottez avec du papier verre. Passez sur l'outil rouillé de l'huile alimentaire.

Changer le manche d'un outil



Faites brûler le manche qui reste dans la partie en fer de l'outil. Faites gonfler le nouveau manche immergé dans l'eau pendant toute une nuit. Emboîtez le manche gonflé d'eau dans l'outil.

Nettoyer brosses et peignes :



Après avoir débarrassé vos peignes et brosses des cheveux qui s'y sont incrustés, plongez-les dans de l'eau chaude savonneuse quelques minutes. Rincez-les en ajoutant à l'eau de rinçage un verre à moutarde de vinaigre blanc.

Contre l'oxydation de l'acier



Frottez l'objet avec du papier verre pour métal. Faites un mélange mi pétrole, mi vaseline, étalez-le sur l'acier à l'aide d'un chiffon doux.

300 millions de personnes menacées par la montée des océans d'ici à 2050

D'ici à 2050, des zones côtières abritant 300 millions de personnes pourraient être menacées par la montée des océans liée au changement climatique, selon une étude parue mardi.

La région la plus exposée est l'Asie, selon une étude parue dans *Nature Communications*. Plus des 2/3 des populations concernées se trouveront en Chine, au Bangladesh, en Inde, au Vietnam, en Indonésie et en Thaïlande.

Utilisant une forme d'intelligence artificielle, les chercheurs ont corrigé des données existantes concernant l'altitude des terres dans les zones côtières, qui pouvait être erronée, conduisant à largement sous-estimer l'étendue des zones touchées lors des marées hautes ou de fortes tempêtes.

La population mondiale, estimée à 7,7 milliards d'individus aujourd'hui, pourrait s'accroître de deux milliards d'ici à 2050 et d'un milliard supplémentaires d'ici la fin du siècle, dont une grande partie résidant dans des mégalopoles en bord de mer.



Actuellement, environ 100 millions de personnes habitent dans des zones situées sous le niveau de la mer, selon cette étude.

Certains sont protégés par des digues, mais la plupart ne bénéficient d'aucune protection.

Plusieurs menaces pèsent sur les populations des littoraux

Les menaces sont bel et bien réelles, est l'élévation du niveau des océans causée par la dilatation de l'eau sous l'effet du réchauffement climatique et la fonte des glaces au Groenland et en Antarctique.

Depuis 2006, les océans montent d'environ quatre millimètres par an, un rythme qui pourrait être multiplié par 100 si les émissions de gaz à effet de serre restent inchangées, averti le mois dernier le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) dans un rapport sur les océans.

Si le réchauffement climatique est limité sous 2 C, comme prévu par l'Accord de Paris, la hausse des océans devrait atteindre environ 50 centimètres d'ici 2100. Si les émissions de gaz à effet de serre se poursuivent à leur rythme actuel,

l'élévation pourrait être presque deux fois plus importante.

Une autre menace est constituée par les typhons, cyclones et ouragans violents qui vont devenir plus fréquents. Le nouveau système mis au point par les chercheurs constitue un progrès significatif pour comprendre les risques pour des centaines de millions de personnes, inhérents à l'élévation des océans liée au changement climatique, d'ici la fin du siècle", estime le climatologue belge Jean-Pascal van Ypersele, ancien vice-président du Giec.

5 nouvelles îles dans l'Arctique suite au réchauffement climatique !



L'armée russe a découvert cinq nouvelles îles dans un archipel lui appartenant situé en Arctique. Auparavant, il y avait des glaciers aux endroits où

se trouvent ces îles nouvellement découvertes. Malheureusement, cette découverte représente une nouvelle preuve de la fonte des glaces de l'Arctique. Selon un communiqué du ministère de la Défense russe publié le 22 octobre 2019, de nouvelles îles ont été découvertes en Arctique. Celles-ci ont été localisées dans l'archipel de Nouvelle-Zemble, dont la superficie totale est de 90.650 km² soit presque autant que le Portugal. Les cinq îles en question récemment explorées ont des surfaces très différentes, allant de 900 à 54.000 m².

La Défense russe avait déjà fait part de cette découverte en 2016. En effet, les îles avaient été localisées grâce à l'imagerie satellitaires. Toutefois, il semble que celles-ci aient timidement commencé à émerger des glaces en 2014. Il aura fallu attendre les mois d'août et de septembre 2019 pour que ces nouvelles îles fassent l'objet d'une expédition sur site. L'objectif ?

Confirmer leur découverte et les cartographier.

L'Arctique menacée

Les îles récemment découvertes témoignent d'un phénomène de plus en plus inquiétant, à savoir la fonte des glaces de l'Arctique. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que la Marine russe fait ce genre de trouvaille. Comme le souligne CNN, entre 2015 et 2018, plus une trentaine d'îles, de baies et de caps ont été révélés au niveau de l'archipel de Nouvelle-Zemble. Ces découvertes concernent également la Terre François-Joseph, un autre archipel russe situé encore plus au nord. Au début de l'année 2019, le Canada avait déjà fait l'objet d'une découverte incroyable. En effet, des scientifiques ont constaté la réapparition de paysages enfouis sous la glace depuis plus de 40.000 ans !

L'encyclopédie DES INVENTIONS

BADIN

Inventeur : Raoul Badin Date : 1911 Lieu : France

Le badin est l'instrument permettant de mesurer la vitesse d'un avion par rapport à l'air dans lequel il évolue et de faire du pilotage sans visibilité (PSV) de manière contrôlée. Cet instrument est devenu obligatoire dès 1923 à bord des avions de transport civils.



DEMINEURS



21h00



À Bagdad, le sergent-chef James vient d'être nommé à la tête de la meilleure équipe de déminage de l'armée américaine. La mission de ses hommes est l'une des plus dangereuses qui soient : désamorcer des bombes. James surprend deux de ses subordonnés, Sanborn et Eldridge, par ses méthodes peu orthodoxes. Le sous-officier ne semble pas avoir peur de la mort et entraîne ses hommes dans des missions toujours plus dangereuses, sans vraiment se soucier de leur sécurité. Grisé par le danger, James est impossible à canaliser. Lorsque la ville plonge dans le chaos de la guérilla urbaine, la vraie nature de James se révèle. Elle va marquer pour toujours ses subordonnés...

G.I. JOE
CONSPIRATION

21h00



Les hommes du G.I. Joe sont accusés à tort d'avoir volé des têtes nucléaires au Pakistan. L'accusation, très grave, a été formulée par le Président des États-Unis lui-même, qui démantèle aussitôt l'équipe au cours d'une opération militaire meurtrière. Mais le gouvernement a été infiltré : sous l'apparence du Président se cache en fait l'infâme Zartan, qui a enfin pu se débarrasser de ses pires ennemis. La planète est au bord d'un cataclysme. Mais trois membres des G.I. Joe ont survécu, Roadblock, Lady Jaye et Flint. À eux trois, ils montent une riposte clandestine et font alors appel au colonel Colton, qui les fournit en armes...

LA DERNIÈRE VAGUE



21h00



Après la destruction du nuage, l'ensemble des rescapés de la vague s'évanouissent un à un. Tous n'en sortiront pas indemne. Ben, qui est accusé d'avoir mis un adolescent en danger, se retrouve rapidement dans une impasse et veut comprendre les causes du décès. Esseulée, Lena lui révèle qu'elle est enceinte et demande son aide. Son bébé continue à se développer beaucoup trop vite mais semble être, selon Marianne, malgré tout en bonne santé. Yaël, de son côté, se rapproche de Mathieu qui culpabilise de ne pas avoir pu aider son ami. Les jeunes de Brizan sont déterminés à venger la mort d'un des leurs et à faire payer la municipalité...

SECRETS D'HISTOIRE



21h00



À Versailles, Stéphane Bern s'intéresse à l'un des personnages les plus énigmatiques du XVIIIe siècle : le chevalier d'Eon. Diplomate, espion, officier du roi à la brillante carrière, Charles d'Eon de Beaumont est surtout resté célèbre pour son ambiguïté sexuelle qui a alimenté les conversations à la cour. Le chevalier a passé près de 50 ans dans la peau d'un homme et 33 dans celle d'une femme. Louis XV, fasciné par son esprit, en fait son espion et l'envoie en Russie pour infiltrer la cour de la tsarine afin de la convaincre de s'allier avec la France. Il se rend ensuite à Londres où il contribue à la rédaction du traité de Paris. Parfaitement à l'aise au sein de la bonne société, Eon était aussi un redoutable escrimeur qui, toute sa vie, n'a laissé personne indifférent.



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

COMLOT
DE FAMILLE

21h00



La riche miss Rainbird promet une prime alléchante à une jeune voyante, Blanche, si elle retrouve un neveu jadis confié à un couple sans enfant pour éviter le déshonneur à sa soeur, mère célibataire. La vieille dame veut, à présent, en faire son héritier. Aidée par son ami George, Blanche se met à la recherche du disparu, dont elle découvre rapidement que toute la famille adoptive a péri dans un incendie, sans que le corps du malheureux ait pu jamais être retrouvé. Non loin de là, le joaillier Arthur Adamson et sa compagne se livrent à leur lucrative activité : séquestrer des personnalités et les échanger contre des diamants...

LE SYNDROME DE
L'ECOSSAIS

21h00



Bruno et Florence ont invité Sophie et Alex pour la soirée mais rien ne se passe comme prévu entre l'auteur à succès, le brillant chef d'entreprise et leurs épouses respectives, deux soeurs. Contradictions, angoisses, mauvaises foi et mesquineries s'inventent autour de la table. Une réjouissante cascade d'incidents transforme rapidement la réunion de famille en une nuit folle où les secrets, les bouteilles et les non-dits volent en éclats jusqu'à amener les deux couples, pris dans un irrésistible tourbillon, à formuler les projets les plus inattendus. Décors de Jean Haas. Lumières de Jean-Pascal Pracht. Costumes de Marie Sarto

L'AMOUR
EST DANS LE PRÉ

21h00



Les séjours à la ferme se poursuivent chez Laurent, Charles-Henri, Francis, Dédette et François le Vendéen. Alors que pour la plupart les rapprochements se font de plus en plus évidents, le moment est venu pour les cinq célibataires d'annoncer leur décision. Dans l'Aude, Francis voit enfin arriver Ghislaine, sa seconde prétendante, libérée de ses impératifs professionnels. Dans le Nord, Dédette se rend avec Dédé et Lionel à une séance de dressage canin. Dans la Nièvre, l'effervescence de la veille cède la place à un début de nostalgie tandis que Laurent et Maud entament leur dernière journée ensemble. En Vendée, le moment est venu pour François d'annoncer son choix. Dans le Pas-de-Calais, la séduction entre timidement en jeu entre Charles-Henri et Stéphanie.

CAMPING PARADIS



21h00



Jessica et François se marient au camping, leurs familles respectives se rencontrent pour la première fois. Entre garagiste et notaire, ce ne sont pas vraiment les mêmes univers sociaux. Qui plus est, l'un a ramené un rabbin, les autres portent le style plutôt tradition catholique. Les bleus doivent assurer pour tout gérer, sauf qu'en plus de la logistique, il faudra régler les différents conflits qui émanent entre les deux familles pour que le mariage puisse avoir lieu. Chacun apprend à faire un pas vers l'autre dans un esprit d'ouverture et de partage...



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.comLa rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.comStandard :
021.63.80.82 et 87
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14
publicite@lemidi-dz.com
Pour votre publicité s'adresser à
l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28
Bureau de Constantine :
100, rue Larbi Ben M'hidi -
Constantine - Tél/Fax : 031.64.17.53Bureau de Annaba
24 rue Med-Khemisti
Tél. : 038.86.11.57
Bureau de Tizi-Ouzou
Cité Mohamed-Boudiaf
BT 29 A
Nouvelle-Ville T. O.
Tél-Fax : 021.93.69.29Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi libre
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha
Rostomia Clairval Alger.La reproduction de tout article
est interdite sans l'accord de
la rédaction. Les manuscrits,
photographies ou tout autre
document et illustration,
adressés ou remis à la
rédaction ne seront pas
rendus et ne feront l'objet
d'aucune réclamation.

LADY GAGA

DÉGUISÉE EN LICORNE À LAS VEGAS

Pour Halloween, Lady Gaga, qui donne actuellement un spectacle à Las Vegas, s'est déguisée en licorne. Pour les admirateurs de la chanteuse, son choix ne surprendra pas, pour les autres... c'est cadeau !



Nabilla

Maman : elle dévoile son fils Milann

Alors qu'elle a accouché le 11 octobre dernier, Nabilla a fait son retour sur Instagram, où elle partage d'adorables clichés de son fils Milann ou de tendres vidéos avec son bébé.



Jean Dujardin

Complètement gaga de sa fille

À l'affiche de *J'accuse*, à partir du 13 novembre, Jean Dujardin fait aujourd'hui la promotion de son nouveau film. Pour le magazine *Elle*, l'acteur de 47 ans a été un petit peu plus loin dans les confidences en évoquant sa fille Jeanne.

Fadjr	05h46
Dohr	12h31
Asr	15h26
Maghreb	17h48
Icha	19h11

TENTATIVE DE CHANGER LA MISSION DE LA MINURSO

"AUCUNE TOLÉRANCE" SELON LE MAE SAHRAOUI

Le ministre des Affaires étrangères de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Mohamed Salem Ould Salek, a déclaré que la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) "doit jouir de toutes ses prérogatives et échapper totalement à l'emprise et au contrôle de l'administration coloniale", affirmant que "pour le Front Polisario, il n'y aura aucune tolérance à l'égard de toute tentative de changer sa mission, qui consiste à organiser un référendum d'autodétermination".

Dans une déclaration à l'Agence de presse sahraouie (SPS) sur la position de la RASD suite à l'adoption par le Conseil de sécurité de l'Onu de sa résolution 2494, le chef de la diplomatie sahraouie a réitéré que "l'engagement de respecter le cessez-le-feu est lié et assujéti à l'engagement de tenir un référendum d'autodétermination, en ce sens qu'ils constituent ensemble l'accord qui a mené à la mise en place de la Minurso, en tant que mécanisme de mise en œuvre", a-t-il rappelé. "Il y a des lignes rouges tracées avec le sang des martyrs et elles sont infranchissables, et celui qui osera le faire devra faire face au peuple sahraoui", a-t-il averti, soulignant que la tentative d'utiliser "l'autorité du Conseil de sécurité pour outrepasser les décisions de la légalité internationale afférentes à la question du Sahara occidental est

une tentative désespérée et délibérée visant à embraser la région pour imposer des intérêts égoïstes et coloniaux par l'occupation illégale et le fait accompli par la force des armes".

Pour le ministre sahraoui des Affaires étrangères "la complicité flagrante avec l'occupation marocaine illégale à l'intérieur même du Conseil de sécurité, notamment de la France, qui ne cesse depuis trois décennies d'entraver les efforts onusiens, a atteint son paroxysme avec les récentes tentatives de changer la mission de la Minurso à travers l'introduction de nouvelles formulations et de terminologies totalement contraires à la lettre et à l'esprit de l'accord des deux parties, aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et aux décisions et dispositions de l'Union africaine et de la Cour internationale de justice".

"Nous affirmons clairement et de manière responsable que ni la France, ni le Maroc, ni aucune autre partie ne peuvent confisquer le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance", a-t-il soutenu d'autant plus, a-t-il ajouté, que "trois décennies de tergiversations et de manœuvres d'achat des consciences n'ont servi à rien, si ce n'est aggraver, au Maroc, la pauvreté et la privation et retarder l'instauration de la démocratie, et entraver l'intégration maghrébine".



Rappelant que l'adhésion de la communauté internationale au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance ainsi que son rejet de toute souveraineté marocaine sur le Sahara occidental sont une preuve supplémentaire que "l'ère du colonialisme, des chimères expansionnistes et de la mainmise par la force sur les territoires voisins, était révolu", le chef de la diplomatie sahraouie a estimé que ceci confirme également que le Maroc "nage à contre-courant" de la tendance mondiale.

GÉANT PÉTROLIER SAOUDIEN

Aramco confirme son entrée en bourse

Le géant pétrolier saoudien, Aramco, a confirmé, dimanche, sa prochaine entrée en Bourse, laquelle pourrait être la plus importante du monde, soulignant la volonté de Ryad de transformer son économie. "Saudi Aramco confirme son intention d'entrer à Tadawul, la Bourse nationale Saoudienne", a indiqué la compagnie sur Twitter, après le feu vert donné par le régulateur saoudien du marché financier à cette opération. "C'est une étape significative dans l'histoire de la société et un progrès important pour la réalisation du plan directeur du royaume de diversification et une croissance économiques durables", a déclaré le président du conseil d'administration d'Aramco, Yasir al-Rumayyan, dans un communiqué. Vision 2030 est un plan initié par le prince héritier Mohammed ben Salmane visant à préparer la plus grande économie Arabe à l'ère post-pétrolière. Aramco devrait céder 5 % de son capital, dont 2 % lors de son entrée en bourse, avaient annoncé, en début de mois, des sources proches du dossier. Le calendrier prévoit une entrée en deux temps : d'abord sur le Tadawul, en décembre, puis, en 2020, sur une place financière internationale encore à définir. L'entreprise n'a encore pas donné de précision concernant son entrée sur une place financière internationale, indiquant cependant que ses actions seraient offertes sur le marché Saoudien aux investisseurs institutionnels, aux citoyens saoudiens, aux résidents étrangers en Arabie saoudite et aux citoyens des pays du Golfe. L'introduction d'Aramco en bourse devrait la valoriser de 1.500 à 1.700 milliards de dollars, soit la plus grosse capitalisation mondiale, d'après des experts financiers.

CRIME CRAPULEUX À SÉTIF

Il tue sa femme et ses enfants

Les corps d'une maman et de ses trois enfants ont été découverts dans le domicile familial à Ouled-Sabor, une agglomération au sud de la ville de Sétif, ont rapporté, hier, plusieurs sources médiatiques. Selon ces mêmes sources, les quatre victimes pourraient avoir été tuées par strangulation. Le père se trouve donc soupçonné, ajoute-t-on sans donner davantage d'informations. C'est le deuxième crime crapuleux que connaît la wilaya de Sétif en près d'un mois. Début octobre, un jeune homme a été égorgé de sang-froid par un individu en moto suite à une altercation. Le meurtre a été commis en plein centre-ville de la capitale des Hauts-Plateaux.

ATTAQUE MEURTRIÈRE CONTRE L'ARMÉE MALIENNE

L'ONU CONDAMNE

Les Nations unies ont fermement condamné l'attaque terroriste commise vendredi contre les Forces armées maliennes (FAMA) dans le nord-est du Mali près de la frontière avec le Niger. Le 1^{er} novembre, un camp des FAMA à Indelimane, dans la région de Gao, a été pris d'assaut. Dans un communiqué publié samedi, les FAMA ont fait état de 49 soldats tués et de 3 autres blessés dans l'attaque de ce camp situé à une cinquantaine de kilomètres de la frontière nigérienne.

L'armée a également indiqué avoir récupéré une vingtaine de rescapés et fait état de dégâts matériels.

Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu et chef de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma), Mahamat Saleh Annadif, a très fermement condamné cette attaque terroriste. "En ces douloureuses circonstances, et au nom de la famille des Nations unies au Mali, je tiens à exprimer toute ma solidarité au gouvernement et au peuple maliens, ainsi que

mes encouragements aux forces de défense et de sécurité", a déclaré M. Annadif dans un communiqué publié par la Minusma au lendemain de l'attaque.

Des opérations de sécurisation et de soutien sont actuellement en cours dans la région, avec l'appui des Casques bleus de la Minusma. Après cette attaque meurtrière, la mission onusienne a réaffirmé toute sa détermination à œuvrer, "conformément à son mandat, aux côtés des autorités et du peuple maliens, ainsi que des partenaires internatio-

naux", pour un retour définitif de la paix.

Cette attaque à Indelimane survient un mois exactement après la double attaque contre les camps des FAMA de Mondoro et de Boulikessy, qui avait fait officiellement 41 morts au centre du pays, à la frontière avec le Burkina Faso.

"Je m'incline devant la mémoire des soldats morts pour leur nation et la paix", a ajouté le Représentant spécial, qui a souhaité un prompt et complet rétablissement aux blessés.

PALESTINE OCCUPÉE

Le ministre des Affaires d'El-Qods arrêté

Le ministre palestinien des Affaires d'El-Qods occupée, Fadi Al-Hadmi, a été agressé par les forces d'occupation israéliennes qui l'ont arrêté dimanche à son domicile, indique l'agence de presse palestinienne (Wafa). Les "forces occupantes ont fait incursion tôt hier matin dans la maison du ministre Al-Hadmi dans le quartier Al-Suwana à El-Qods occupée et l'ont battu devant sa famille avant son arrestation", précise la même source.

C'est la troisième arrestation contre Al-Hadmi depuis qu'il a été nommé ministre d'El-Qods occupée en plus de dizaines de "convocations".

SÛRETÉ D'ALGER

Un véhicule volé à Dergana récupéré en un quart d'heure

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont récupéré samedi matin un véhicule, un quart d'heure après son vol à son propriétaire sous la menace d'une arme blanche à Dergana, indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). "Alertés samedi vers 8h30 par une victime de vol de voiture sous la menace d'une arme blanche, les services de police de la Sûreté de wilaya d'Alger ont intensifié les recherches et renforcé les contrôles au niveau de tous les points d'accès et des barrages de la capitale, réussissant à localiser le véhicule en un quart d'heure", précise la même source. Face au barrage de contrôle, "l'individu impliqué dans le vol a abandonné le véhicule, qui a été récupéré à la sortie du tunnel d'Oued-Ouchayah, avant de prendre la fuite", ajoute la même source. Les "recherches et les investigations ont permis, quelques minutes plus tard, d'identifier le mis en cause qui est toujours recherché", conclut la même source.